



BIBLIOTHÈQUE CANTONALE

DU

✦ VALAIS ✦

9
Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010204443



3102

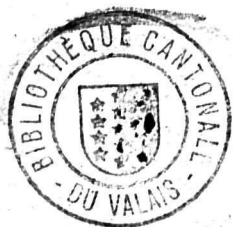
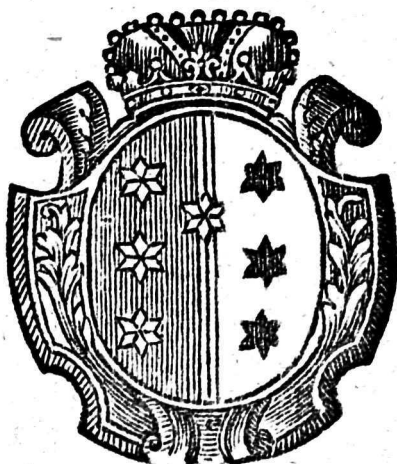
CODE PÉNAL

P O U R

L E

BAS - VALLAIS.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LL. EE.
DU VALLAIS.



A S I O N ,

CHEZ ANTOINE ADVOCAT, IMPRIMEUR & RELIEUR,

[1794] TA 844





NOUS GRAND--BAILLIF

E T

C O N S E I L

D E L A

SOUVERAINE REPUBLIQUE

D U

V A L L A I S, &c. &c. &c.

Considérant que la liberté , comme l'entend le grand nombre , est une chimère , & que cette liberté d'ailleurs si aimable dans l'état de nature , est le germe de destruction le plus prompt & le plus actif pour la société.

Considérant que le premier article du Pacte social, est le renoncement à sa liberté , & l'aveu de son obéissance aux Lois.

Considérant que l'obéissance aux Lois est le véritable amour de la liberté , puisque la vraie liberté consiste à vouloir ce que les Lois veulent.

Considérant que les Peuples n'ont été heureux , & les Gouvernemens Florissans qu'en raison de l'obéissance aux Lois , & du maintien de la Constitution. A 2

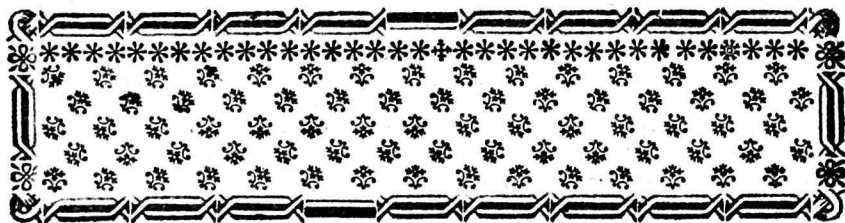


Considérant que le renversement des lois & de la Constitution, amène nécessairement la chute & la ruine des états les mieux fondés, des Gouvernemens les plus solides; puisque sur leur débris il ne peut s'élever que l'anarchie, ce fléau terrible, qui semblable à un volcan, déchire, dévore & consume tout ce qui se rencontre à son passage.

Considérant que les lois, pour faire le bonheur d'un Peuple, doivent être conformes à ses mœurs, & au climat qu'il habite; que ces lois, sur-tout en matière pénale, doivent être précises, claires, & énoncées de façon à prévenir toute interprétation arbitraire, toute extention illimitée, ou tels autres abus que l'esprit de système, de chicane, ou de méchanceté pourrait faire naître au préjudice du Peuple.

Ainsi, jaloux de mériter la confiance de nos chers & fideles sujets, & toujours attentifs à tout ce qui peut faire leur bien, procurer leur bonheur & leur tranquillité, Nous avons cru de voir Nous occuper de la rédaction d'un Code Pénal, comme Nous Nous en sommes sérieusement occupés pendant quelque temps; & aux fins de lui donner toute l'authenticité & la publicité possibles, Nous avons trouvé à propos (après avoir examiné attentivement les sages observations de Nos chers & fideles sujets) de le faire imprimer & distribuer dans les Communes du Bas-Vallais.

Nous avons tout lieu de croire que Nos chers & fideles sujets recevront cet ouvrage comme un gage de l'attachement paternel, que nous avons & que aurons toujours pour eux. Nous Nous flattons du doux espoir, que cet ouvrage intéressant servira de bouclier au faible contre le fort, de frein au méchant, de joug honorable aux bons Citoyens, sous le quel ils trouveront également réunis les avantages de la vraie liberté & de l'association civile.



CHAPITRE I.

ARTICLE I.

TOUS NOS REPRESENTANS, favoir
MM. les *Gouverneurs*, *Major de Nenda* &
Châtelain du Bouveret rendront bonne, exacte
briève justice à tous ceux indifféremment, qui la re-
quéreronr, sans aucun égard ni acception de personne,
& auront sur-tout soin de maintenir les droits des
pauvres, femmes, enfans orphelins & étrangers.

II.

IL leur sera très-expressément défendu de recevoir
le moindre présent des parties intéressées sous peine

d'être déchus & regardés comme indignes de la charge, dont ils sont revêtus, ainsi que d'être jugés inhabiles à exercer un office public à l'avenir.

III.

IL fera pareillement défendu aux parties intéressées, de présenter à leur Juge respectif & compétant, quelle espèce de présent que ce puisse être, sous peine de perdre la cause intentée.

IV.

LA même *Loi* aura lieu envers les Châtelains, Métraux & autres Juges subalternes quelconques, ainsi que pour les parties de leurs ressorts.

V.

ET pour que Nos Représentans soient plus à même de rendre la justice, que Nous exigeons d'eux, Nous avons jugé à propos de leur établir *une Cour de Justice* pour tous les cas dont l'amende passera trois Livres.

VI.

Dans l'Entremont cette cour sera composée de notre Représentant & des officiers de la Châtellainie,

qui l'accompagnent à ses assises ; mais dans la Ville & Châtellainie de St. Maurice & la Bannière de Monthay , où il ne se tient point d'assises , chaque Représentant prendra les deux assesseurs dans le nombre des assesseurs du Gouvernement & de la Ville , sauf le privilège accordé à la Bourgeoisie de Monthay , consistant à prendre dans leur Conseil lesdits assesseurs , lorsque le délinquant serait du lieu ; & tous ces assesseurs auront voix Consultative dans tous les cas , pour lesquels ils seront appelés , & leurs opinions seront motivées dans le procès-Verbal qui devra être dressé chaque fois.

VII.

TOUTES les transactions quelconques demeureront défendues comme du passé , de façon que tous les Juges tant supérieurs que subalternes seront tenus de porter leur Jugement par décret , pour que la partie qui se croira lésée par tel décret porté contr'elle , puisse en appeler dans le terme statuaire.

CHAPITRE II.

DE LA METHODE DE PROCEDER.

ARTICLE I.

CHACQUE GOUVERNEMENT , ainsi que la Majorie de Nenda & la Châtellainie du Bouveret , présentera , chacun en son particulier , trois personnes capables de pouvoir desservir l'office de Procureur Général , desquelles trois notre Représentant choisira & nommera

pour Procureur Général celle qui lui plaira & la sermentera en conséquence ; déclarant solennellement que l'*Office de Procureur Général*, devra être regardé en ce pays pour aussi *honorable* qu'il puisse l'être par-tout ailleurs.

II.

L'OFFICE de Procureur Général sera de faire un fidele & juste rapport à notre Représentant, de tous les défauts & méfaits qui pourront venir à sa connoissance, & de convenir le Délinquant en justice pour y être repris & châtié suivant l'exigence du cas. Toutefois sans préjudice du droit de fiscalie, pour tous les lieux où il est dû à la Menſe épiscopale de Sion, sauf aussi l'immunité de l'Eglise.

III.

LE Procureur Général aura & percevra le tiers de toutes les amendes sur les faits repréhensibles qui auront été prouvés, & pour la vérification desquels il aura servi d'office.

IV.

IL sera libre à chacun de faire une clame indifféremment ou au Procureur Général ou au Juge local ; l'un & l'autre seront tenus d'en donner acte au plaignant : & le Juge local sera de plus tenu de faire parvenir, soit à notre Représentant, soit au Procureur Général, dans un court délai, la plainte qui lui aura été faite, excepté dans les Communes d'affises, où les Juges locaux ne seront tenus de relater les clames, qui leur auront été faites, que dans le tems desdites affises.

V.

NOTRE Représentant aura soin soit dans l'un, soit dans l'autre des cas, de se faire déclarer dans le premier avis qu'on lui donnera, savoir si c'est par *Clame Formelle* ou seulement par *simple Dénonciation*, que la chose lui est rapportée.

Dans le premier cas, il fera donner caution par la partie qui aura fait clame : & dans le second, il fera faire d'office par la voix du Procureur Général les enquêtes à ce nécessaires.

VI.

LES témoignages dont le Procureur Général voudra se servir ensuite de la *Clame* ou de la *Dénonciation*, devront être produits & paraître au tribunal de notre Représentant & de ses Assesseurs, desquels deux Assesseurs l'un fera l'office de *Commissaire Principal*, & l'autre celui de *Commissaire adjoint* ; en déclarant toutefois que s'il y avait une exception à faire contre l'un ou l'autre des deux Assesseurs, notre Représentant en connaîtra, & s'il la trouve juste & fondée, il suppléera d'office au défaut, en nommant un autre Assesseur, parmi les membres du Conseil du lieu, seulement pour le cas pendant.

VII.

LORSQU'UNE plainte aura été faite soit devant le Juge soit devant ses officiers, on fera cautionner les parties intéressées tant pour l'amende que pour les frais de justice ; si cependant une des parties, diligence faite, ne trouvoit une caution capable, elle pourra

suppléer à ce défaut en donnant un dépôt suffisant, ou même en constituant corps & biens, desquels biens on assignera sous inventaire un gage ou une quote-part proportionnée au mérite & à la valeur de la cause; & lorsqu'une partie fournit ainsi un cautionnement, l'adverse ne peut être astreinte qu'à fournir un semblable. Le cautionnement se fera dans l'espace de trois jours; mais si l'acteur n'y satisfaisoit pas dans le susdit terme, pour lors le défendeur n'y sera pas tenu non plus.

VIII.

CELUI qui après avoir porté une plainte contre un autre, qui auroit mérité une simple amende, s'accommode avec sa contre-partie avant la comparution judiciaire, ne sera tenu envers le Juge qu'au ban qu'en court celui qui fait une clame à tort.

IX.

LES JUGES de la plainte doivent faire constituer les parties aux fins qu'elles vident leur différent durant le temps de leur office, ou au moins dans le terme de six semaines après l'expiration d'icelui; ce terme une fois écoulé, les Juges ne seront plus en droit d'exiger des bans; mais il pourront toutefois, dans le susdit terme, poursuivre indifféremment ou le Dénonciateur ou ses Cautions.

X.

UNE PERSONNE dont l'infamie est connue, ou qui nourrit dans son cœur une inimitié implacable & pu-

blique , ne peut être admise à pouvoir accuser une autre en matière infamante ; l'accusé devra donc , en pareil cas , être absous du crime qu'on lui aura imputé ; hors de ce cas , chacun sera libre à pouvoir faire une plainte injurieuse & criminelle moyennant qu'il se soumette à la peine du *Talion* ; si au contraire l'accusateur s'y refusoit , celui-ci sera tenu de donner pleine & entière satisfaction , & de rendre l'honneur à l'accusé ou dans l'Eglise paroissiale , ou sur la place publique , ou à tel autre endroit où le Juge trouvera à-propos , en payant le ban au Juge , & aux parties tous frais & dommages ; bien entendu que si un tel n'a de quoi satisfaire en argent , il subira , en punition , une peine corporelle.

IL demeurera défendu que les Confanguins , jusqu'au quatrième degré , soient pris pour assesseurs dans les sentences.

C H A P I T R E III.

M A N I E R E D ' A P P E L E R .

IL sera permis d'appeller du Décret de notre Représentant , à la sentence Gouvernale , pour tous les cas ; & de cette sentence en cas d'appel , on le dirigera devant la Souveraine Session à la première Diète , aussi pour tous les cas , en observant l'intervalle de six semaines ; la partie appelante pourra prendre les mandats de son appel devant la Souveraine Session , 1. ou de son S.E. le Grand-Baillif ou de S.E. le Vice-Baillif Résident l'un ou l'autre , en dite qualité,

deffous la Rapillie (les mandats pendant les Diètes , toutefois exceptés) 2. ou de Notre Représentant dans le Bas-Vallais , & en cas de contre-mandats dans la même cause appelée , les mandats se prendront & continueront d'être pris, par devant le même qui a délivré celui de l'appel.

CHAPITRE IV.

DES QUÉRELLES-ET PLAINTES

ARTICLE I.

IL demeurera défendu comme du passé que personne vende ou achète quelqu'action de quérelle contre qui que ce-soit , sans l'approbation & le consentement du Juge , sous peine de perdre tout droit , propriété & action.

II.

Sous la même *Loi* seront compris les Avocats & les Procureurs qui prennent à p'aider & à patrociner une cause, moyennant une certaine part à la cause dont il s'agit.

III.

IL fera très-spécialement défendu aux Avocats & Procureurs de se louer & de s'engager pour toujours en faveur d'une personne ou d'une Communauté, au préjudice des parties qui pourroient avoir besoin de leur ministère ; car comme personnes publiques , ils doivent rester libres & être toujours prêts à servir le public, sous peine de se rendre indignes de pouvoir patrociner à l'avenir.

IV.

IL fera également défendu , sous la même peine aux Avocats de remplir l'office de Procureur.

V.

Tous ceux qui voudront servir comme Avocats, seront obligés de se faire inscrire pour tels chez S. E. le Seigneur Grand Baillif, pour que SA dite E. sache où prendre un Avocat, lorsqu'une partie en est destituée & qu'elle lui en demande un, sous peine de n'être admis au nombre & au rang des Avocats, aux-quels il est loisible de patrociner.

VI.

LES personnés illitrées ne seront point admises à pouvoir plaider comme Avocats devant Nous.

VII.

LES personnes qui, sans être lettrées, sont douées d'un bon jugement, reconnues pour avoir des sentiments de probité, & posséder la confiance publique, pourront, pour éviter de plus grands frais, être admises à pouvoir plaider des causes devant les tribunaux de nos Gouverneurs & des Juges subalternes.

VIII.

Nous laissons en conséquence aux Gouverneurs & Juges subalternes la faculté de connaître si une personne, quoique illitrée, a ou n'a pas les qualités requises pour plaider devant eux.

IX.

IL sera défendu aux parties d'arrêter & de prendre plus d'un Avocat & d'un Procureur pour la même cause , sous peine , pour la partie qui contreviendra à cette défense , de payer à la partie adverse une amende de vingt cinq Livres.

X.

S'IL arrivait qu'une partie eût suborné ou engagé un Avocat à ne pas servir sa contre-partie , elle sera tenue de payer au Juge une amende de vingt cinq livres , & l'avocat sera obligé de servir la partie contre laquelle on l'aura suborné , s'il en est requis.

XI.

TOUTES expressions & paroles qui pourraient choquer ou insulter les personnes des Avocats ou des parties , seront défendues , sous peine pour les Avocats de ne pouvoir patrociner pendant une année , & pour les parties de payer les frais de la comparution.

XII.

IL demeurera défendu , comme du passé , de se servir des Avocats étrangers , sous peine de n'être ni admis ni écouté au tribunal de Justice.

CHAPITRE V.

DEFENCE DE PROCEDER HORS DU PAYS.

ARTICLE I.

IL sera défendu à chacun de provoquer une partie en jugement hors du pays & devant un Juge étranger, pour toute cause de notre compétence, ainsi que d'appeler de tout Jugement porté dans la Patrie, sous peine de cent Ducatons d'amende.

II.

IL est en même tems défendu de se servir dans les procès, d'avocats étrangers, sous peine de n'être pas écouté.

III.

DANS les causes purement fiscales les parties intéressées pourront se servir d'un Avocat pour leur défense.

IV.

DANS les causes Ecclésiastiques la susdite peine de cent Ducatons sera à la charge de ceux qui pourluisent leur appel, avant de s'être présentés devant *son Illustriissime Grandeur* pour l'obtention d'un *Committimus* de la Cour de Rome.

CHAPITRE VI.

DES AVOCATS ET PROCUREURS.

ARTICLE I.

L'ORSQU'UN AVOCAT ou un Procureur, de propos délibéré, donne des conseils à la partie adverse pour trahir la sienne, & qu'il en soit convaincu, il lui sera défendu de patrociner à l'avenir, & payera soixante livres d'amende & bonifiera de plus le dommage causé à la partie.

II.

S'IL ARRIVE que des Avocats ou Procureurs quittent le fil principal de leurs causes pour se fâcher, s'insulter & s'injurier dans de dessein de dérouter le Juge ou la Contre-partie, de prolonger par-là le Procès & de causer aux parties ou à l'une ou à l'autre des frais sans fin, un tel Avocat ou Procureur sera tenu de payer les frais du jour des deux parties & ceux du retard causés par leur chicane personnelle.

III.

IL en fera de-même, si par des exceptions futiles ou des incidens qu'ils font naître & qui ne font rien à la chose, aux fins de prolonger par là les procédures & causer des frais frustratoires aux parties.

C H A-

CHAPITRE VII.**DE LA SURETE PUBLIQUE.****ARTICLE I.**

Tous les Juges, Châtelains, Métraux, Sautiers, Curiaux & autres Officiers qui ont prêté le serment dans les mains de Nos Représentans, seront tenus de faire un fidele rapport de tout Délit, quasi-délit, scandale batterie & généralement de toute mauvaise action qui porte Ban; & le rapport d'une de ces personnes en office suffira pour fixer le cas du Ban. Les Gardes & les Guets seront de-même croyables dans l'exercice de leur office. Toutes les personnes ci-dessus ne seront cependant pas tenues de faire un tel rapport lorsqu'un de leurs proches parents s'y trouverait intéressé.

II.

LE JUGE par-devant lequel quelque cause odieuse sera portée, fera, pour la sûreté de la paix & du fait, cautionner par les deux parties avant tout, & laissera ensuite cours au plaidoyer de la cause.

III.

Si l'agresseur d'une dispute ou d'une batterie, est blessé, l'agressé n'en sera pas responsable, au contraire l'agresseur quoique blessé supportera ses souffrances, payera le Ban à la décharge de tous les autres & des dommages, s'ils en ont reçus.

IV.

TOUTEFOIS si l'agresseur ne s'était servi en se battant, d'aucunes armes ni à feu, ni à tranchant, ni de marteau, massue, pierre ou autre semblable, & que l'agressé avec de pareilles armes ou moyens l'eût tué, l'agressé n'en pourra pas être recherché, & la justice, après dûe information, aura son cours selon les *Loix*.

V.

POUR prévenir & arrêter les mauvaises entreprises des personnes qui ont consumé & dilapidé leurs biens par inconduite & libertinage, & qui attaquent autrui en corps & biens, sachant qu'elles n'ont rien à perdre, & qu'elles ne sont pas à même de réparer le dommage qu'elles causent, il est ordonné que si une de ces personnes attaque une autre, qui serait riche, & que celle-ci, en se défendant, excédât la modération d'une juste défense, le juste ne sera pas tenu de faire une plus grande indemnification au pauvre, que celui-ci aurait pu faire à celui-là, s'il l'avait blessé.

VI.

LE BAN des batteries où il n'y aura d'effusion de sang, que par les narines & sans blessure, fera de trois livres & de deux jours d'arrêt ou de prison au pain & à l'eau suivant l'exigence du cas.

VII.

VII.

MAIS celui qui aurait tiré son épée ou son couteau dans une dispute quoiqu'il ne s'en ferait pas servi, payera le ban de douze Livres.

VIII.

SI, dans une batterie où il n'y aura ni glaive, ni couteau, ni baton, ni autre instrument employé, il arrivait cependant de l'effusion de sang, blessure, ou meurtrissure de membre, le Ban fera de douze Livres avec trois jours de prison au pain & à l'eau.

IX.

SI, dans une pareille dispute, un membre se trouvait être mutilé, c'est-à-dire, un bras ou une jambe cassée, rupture ou descente, oeil crevé ou enfoncé, ou autres incommodités notables, l'auteur sera condamné à l'indemnisation de tous frais & dommages, & payera de plus soixante Livres de Ban avec la prison pendant quatre jours au pain & à l'eau.

X.

SI DEUX PERSONNES pour attirer un tiers, feignaient de se battre, & que le tiers intervînt pour les empêcher, celui-ci était assailli par les autres & chargé

C

La peine d'emprisonnement qui se trouve aux articles 6. 8. & 9. y a été ajoutée à la réquisition des Représentans des Communes du Bas-Vallais.

de coups & même blessé, de pareils traitres payeront chacun vingt cinq livres de Ban, seront tenus de payer les frais judiciaires, ceux de la guérison des blessures, de bonifier pertes & dommages, & seront même punis corporellement, si le cas & les circonstances l'exigent.

XI.

ET S'IL arrivait que le tiers fut tué par les prédits, ceux-ci seront punis comme des assassins, & au contraire si la tierce personne, en se défendant blessait ou tuait les deux autres, ou l'un deux, elle n'en fera aucunement recherchée.

CHAPITRE VIII.

DES MENACES.

ARTICLE I.

SI QUELQU'UN menace un autre de vouloir le battre, la plainte étant faite & prouvée, le menaçant payera le Ban de trois livres, & si après cette menace ou la plainte faite ou le ban payé, tel menaçant l'eût battu sans effusion de sang, payera le ban de six livres: mais s'il y avait effusion de sang, ou mutilation de membres, il sera repris selon le cas ci-dessus spécifié.

II.

MAIS si la menace avait été de tuer, le Juge compétant en étant avisé, prendra la connoissance & l'in-

formation nécessaires, & au cas que cette menace soit prouvée, celui, qui l'aura faite, sera envoyé en prison & n'en sortira qu'après avoir payé les frais & donné Caution suffisante pour la sûreté de la personne qu'il aura menacée.

III.

Si quelqu'un, n'ayant aucune part dans un différent, intervient dans la batterie, pour y mettre le holà & la paix, & y est blessé ou qu'il blesse un des battants, la perte & le dommage en seront remis sur le compte de celui, qui aura été jugé être l'agresseur; & au cas qu'il ne fût pas possible de reconnaître l'agresseur, les premiers querelleurs les supporteront ensemble.

IV.

CELUI, qui de propos délibéré cherche à attaquer un autre dans sa propre maison ou édifice, & que l'effet s'ensuive, sera puni de soixante livres de ban, si c'est de jour; mais si c'est pendant la nuit, il payera la susdite amende, & sera déchu de son honneur.

V.

ET s'il arrivait accidentellement une dispute entre le maître de la maison & celui, qui l'est allé trouver, mais dans toute autre intention que celle de le quereller, une telle dispute sera regardée, comme si elle était arrivée hors de la maison, l'agresseur sera repris & châtié selon le grade & l'exigence des cas ci-devant énoncés.

VI.

VI.

CELUI qui provoque un autre hors de son domicile, & qu'il s'ensuive une dispute & batterie, sera châtié de l'amende de soixante livres, & si le provoqué cause quelque dommage au provoquant, il ne sera tenu à aucune bonification, le cas de l'homicide excepté.

VII.

Sous le nom de domicile, maison, édifices propres, sont aussi sous-entendus les maisons & édifices, que l'on tient de louage.

VIII.

Si quelqu'un en jettant des pierres par les fenêtres, ou autrement dans la maison ou édifice d'un autre, y aurait tué une personne, sera puni de mort.

IX.

CELUI, qui jette des pierres aux fenêtres d'autrui, sans blesser personne, payera douze livres d'amende, si c'est pendant le jour, & soixante livres, si c'est pendant la nuit, avec la bonification du dommage causé dans l'un & l'autre des cas.

X.

QUICONQUE attaquera durant le jour un autre avec des pierres, payera douze livres d'amende, avec réfaction du dommage; excepté le cas ou un homme se trouverait être attaqué par un autre qui serait armé, &

que l'attaqué par-contre fût sans armes , celui-ci , c'est-à-dire , l'attaqué destitué d'armes , pourra s'opposer aux attaques de son ennemi & lui résister par le moyen des pierres , pour la défense de son corps.

XI.

Si quelqu'un , qui aurait un différent quelconque avec un autre , allait l'attaquer pendant le jour , sur le grand chemin ou un autre chemin où il serait obligé de passer , encourra le ban de soixante livres avec la perte de son honneur ; mais si c'est à la brune ou entre jour & nuit , il sera puni de la peine du meurtre.

XII.

CELUI , qui interviendra dans une batterie & prendra le parti de l'un ou de l'autre , sera condamné au même ban , auquel le batteur principal sera tenu , amoins toutefois que l'intervenant ne fût le père , ou la mère , ou le fils , ou la fille , ou le frère , ou la sœur ou le mari , ou la femme , ou le tuteur , ou le pupille d'un des batteurs.

XIII.

Si après & ensuite d'une batterie l'un des battants venait à mourir dans l'espace de quarante jours , il en sera connu , procédé & jugé selon la teneur & l'esprit des *Loix*.

CHAPITRE IX.

DU SCOPELISME & DIFFIDATION.

CE CRIME consiste en des menaces envers le public & des particuliers, comme d'incendie, d'infection des eaux & d'autre violences dangereuses contre la vie des Citoyens ; le particulier qui se ferait rendu coupable de ce crime par paroles seulement, sans disposition pour les mettre en exécution, sera arrêté & détenu aux prisons, jusqu'à ce qu'il ait donné Caution suffisante, pour s'assurer qu'il a la volonté de se contenir dans les bornes du devoir ; à défaut de quoi, il sera banni du pays.

CHAPITRE X.

DES INJURES

ARTICLE I.

Les injures qui seront suivies d'une réconciliation amiable faite en présence de deux personnes amies de l'injurié, ou des personnes en office, seront regardées pour nulles & non-avenues, & ne pourront conséquemment préjudicier à l'honneur ni de l'un ni de l'autre. Mais si la réconciliation n'a pas lieu, pour lors il sera loisible à l'injurié d'actionner l'injuriant.

II.

SIL arrive que l'injurié provoque son adversaire

en Justice, pour en obtenir la satisfaction qu'il croit lui être dûe, & que l'injuriant avant la contestation de la cause, révoque ce qu'il a pu avoir dit d'injurieux & reconnoit l'injurié pour un homme de probité, en payant les frais causés par son injure & les trois livres d'amende au Juge, cette rétractation ne pourra & ne devra préjudicier à l'honneur du rétractant.

III.

Si pour la seconde fois, le même injuriant était convaincu en justice d'avoir proféré des paroles injurieuses mineures contre la même personne ou quelqu'autre, il sera condamné à la révocation & à l'amende de vingt cinq livres.

IV.

Et si le même injuriant proférait pour la troisième fois des paroles injurieuses mineures, pour lors il sera tenu à la rétractation, à l'amende de soixante livres, & sera de plus déchu de son honneur.

V.

Si le même injuriant proférait pour la seconde fois des paroles atroces & d'une conséquence majeure, de façon que la Justice reconnût qu'une telle injure emporte le corps, l'honneur & le bien de l'injurié, il sera condamné pour la seconde fois à la susdite amende de soixante livres, à la révocation de ses paroles & à la perte de son honneur.

VI.

VI.

SI le même rétractant tombait pour la troisième fois dans la même faute en injuriant atrocement la même personne ou une autre, il fera réparation en public & sa langue sera percée d'un fer, ou il subira telle autre peine corporelle que la justice trouvera bon de lui infliger, selon l'exigence du cas.

VII.

LORSQUE quelqu'un sera accusé d'avoir injurié un autre, & que l'accusé nie le fait, de façon que l'injurié soit obligé de produire ses preuves, la conteste du procès doit être regardée pour faite, & dans ce cas l'injuriant payera l'amende de vingt cinq livres.

VIII.

MAIS si l'injurié qui s'est soumis aux preuves, ne peut en produire, il sera tenu à la même amende, à laquelle l'injuriant aurait été tenu, si celui-ci avait été convaincu par témoignage.

C H A P I T R E X I.

DES INJURES EN JUSTICE.

ARTICLE I.

QUICONQUE, sans avoir égard au respect que l'on doit à la justice, démentira ou outragera formellement sa contre-partie ou telle autre personne qui l'accom-

pagnera , payera incontinent l'amende de trois livres , & se rétractera , pour la première fois ; pour la seconde fois , il payera six livres ; pour la troisième fois , neuf livres , avec rétractation ; & pour la quatrième fois , il sera puni corporellement , selon la qualité & l'exigence du fait , à moins qu'il ne prouve de suite son allégation dans le terme de la *Loi* , & la rétractation se fera devant le même tribunal où l'injure aura été faite.

II.

CELUI , qui , en justice , démentira ou outragera les témoins y produits & admis à témoigner , payera quatre livres d'amende , & se rétractera.

III.

CELUI , qui choquera ou insultera un des assesseurs d'un Juge subalterne , payera cinq livres , & se rétractera.

IV.

ET si l'insulte est faite à la personne du Juge subalterne siégeant , le coupable payera l'amende de neuf livres & se rétractera.

V.

SI , par contre , quelqu'un , en présence d'un de Nos Représentans , injurie un de ses assesseurs , il payera six livres d'amende , & sera tenu à la rétractation.

D

VI.

Et si l'injure est faite à la personne même d'un de Nos Représentants, pour lors l'injuriant sera conduit aux arrêts, jugé par les assesseurs, châtié selon l'exigence du cas, & fera sa rétractation.

VII.

Si quelqu'un était assez méchant, & téméraire, pour battre & attaquer de fait sa contre-partie ou quelqu'autre personne, en présence du Juge, un tel agresseur sera conduit aux arrêts pour trois fois vingt-quatre heures, nourri au pain & à l'eau, & sera de plus obligé de payer au Juge trois livres d'amende & les frais occasionnés.

VIII.

Si un témoin produit en justice y était attaqué par une main violente, le coupable sera conduit aux arrêts pour quatre fois vingt-quatre heures, payera les frais & au Juge quatre livres d'amende.

IX.

Si l'action énoncée à l'article précédent, avait lieu sur la personne d'un Juge subalterne, ou d'un assesseur d'un Juge supérieur, celui, qui se ferait oublié de la sorte, sera conduit aux arrêts pour quatre fois vingt-quatre heures, payera les frais & au Juge six livres d'amende.

X.

X.

MAIS si une pareille action était commise sur la personne d'un Juge Supérieur ou d'un de Nos Représentans , le téméraire sera de suite constitué prisonnier & puni de mort , en Nous réservant toutefois la faculté de lui faire grace.

XI.

Si un officier de justice exerçant sa charge , était attaqué par une main violente , sans raison légitime , l'agresseur payera quinze livres d'amende , sera mis aux arrêts pour vingt quatre heures & sera de plus tenu à l'indemnisation du dommage causé.

XII.

Si quelqu'un arrachait des mains d'un officier les meubles ou bétail levé pour gage , payera pour amende la première fois trois livres , la seconde , douze livres , & la troisième fois vingt-cinq livres avec trois jours de prison. Mais celui qui fermerait la porte à un Officier voulant entrer pour faire quelque intimation , lever ou prendre des gages , & ne voudrait pas l'ouvrir quoique sommé , payera pour la première fois trois livres , la seconde , six livres , & ensuite on pourra agir par bris & fracture.

C H A -

C H A P I T R E XII.

DES LIBELLES DIFFAMATOIRES.

Tous les libelles diffamatoires quelconques sont très-expressément défendus sous les déclarations & les peines ci-bas nommées.

SAVOIR :

Si le Libel n'est pas conçu dans des termes atroces, mais seulement choquants, le diffamateur, s'il est reconnu, payera l'amende de douze livres & fera rétractation. Mais si le Libelle attaque l'honneur de la personne contre laquelle il est écrit, l'auteur du dit Libelle payera soixante livres d'amende, & fera rétractation.

Et si le Libelle est écrit & conçu de façon qu'il emporte l'honneur & le bien de quelqu'un, pour lors l'auteur subira la peine du *Talion*, en Nous réservant néanmoins la faculté de lui faire grace.

Ceux qui font & doivent être censés être les auteurs d'un Libelle, sont les suivants :

SAVOIR :

1. Celui, qui l'a composé ; 2. celui, qui l'a écrit ; 3. celui, qui l'a copié. 4. celui, qui l'a imprimé. 5. celui, qui l'a porté à l'imprimerie ; 6. celui, qui l'a corrigé. 7. celui, qui l'a lû à un autre. 8. celui, qui l'a divulgué, publié ou affiché. 9. celui, qui se vanterait de l'avoir trouvé. Tous les susdits seront punis chacun

en particulier , selon les différentes classes ci-devant spécifiées , comme ayant part au Libelle diffamatoire.

CHAPITRE XIII.

D U D U E L O U C A R T E L.

ARTICLE I.

QUICONQUE invitera & provoquera un autre à un duel ou cartel , de quel rang & condition qu'il puisse être ; sera incontinent déclaré & réputé publiquement pour *Infâme* , & subira un bannissement de six ans ; le provoqué sera tenu sous la même infamie & le bannissement de trois ans , de dénoncer au Juge compétant celui , qui l'a provoqué ; lequel Juge sera réputé indigne de sa charge , s'il négligeait de donner une prompte exécution à la présente *Loi* & de plus il sera puni par Nous , selon l'exigence du cas.

II.

Si le provoquant & le provoqué , c'est-à-dire , celui , qui offre le cartel & celui , qui l'accepte se mettent en œuvre d'exécuter leur propos , ils seront punis l'un & l'autre du bannissement perpétuel & de la confiscation de leurs biens , dont Nos Représentans Nous rendront compte.

III.

Et en cas que l'un ou l'autre restât sur le carreau , le corps du mort sera enterré sous les potences , & le survivant sera puni de mort.

IV.

Ceux, qui feront présents à un cartel, ou qui apprendront qu'il doit s'en tenir un, seront tenus de l'empêcher, s'ils le peuvent, directement ou indirectement, comme ils le trouveront le plus expédient, c'est-à-dire, ou par eux mêmes ou par le canal & l'autorité du Juge du lieu, sous peine d'être taxés & regardés comme complices & ayant part au dit cartel, & d'être punis comme tels.

V.

LE CARTEL, qui aura été proposé dans une des Jurisdictions de la République, & qui aura été exécuté hors de sa domination, fera regardé & puni comme s'il avait été accompli dans le territoire de la dite République.

CHAPITRE XIV.

*DE LA SURÉTÉ PUBLIQUE RELATIVEMENT
A L'HOMICIDE.*

ARTICLE I.

POUR prévenir les homicides qui peuvent arriver dans les lieux où naissent les disputes & les débats, chaque personne de probité tant *Ecclésiastique* que *Séculière* pourra & devra exhorter de son mieux, les battans & ceux, qui sont compris dans une dispute sérieuse, à la paix, en leur imposant, de par le Souverain, le ban de trois livres pour la première fois, de six livres

pour la seconde , de neuf livres pour la troisième , de douze livres pour la quatrième , & ceux , qui résisteront à une pareille exhortation amicale & ordonnée , seront conduits aux arrêts , jusqu'à ce qu'ils aient cautionné pour la sûreté ; le Juge pourra tirer le ban ci-dessus avec la réfaction des frais.

Le Révérendissime Evêque a approuvé le présent article relativement à la personne des ecclésiastiques.

II.

Si le Juge ou un Officier de justice survient à la dispute & au débat , il fera cautionner personnellement les battans.

III.

DANS le cas où quelqu'un avant ou pendant une dispute éteindrait la lumière , un tel sera mis aux arrêts pour trois jours & demeurera responsable de tout le mal arrivé dans l'intervalle de l'obscurité.

CHAPITRE XV.

DE LA SÛRÉTÉ VIOLÉE.

ARTICLE I.

SI quelqu'un , après avoir cautionné pour la sûreté de paix , venait à violer ses promesses par des voies de fait , il encourra la peine de soixante livres pour la première fois ; s'il récidive , il sera condamné à la prison

pour six jours , à la sortie de laquelle il sera mis au Carcan pendant deux heures de temps ; & à la troisième fois il sera fustigé & banni du pays pour toujours.

II.

MAIS s'il n'avait violé ses promesses que par des paroles injurieuses & non par des voies de fait , il payera trente livres de ban pour la première fois , soixante livres pour la seconde , pour la troisième fois , il sera emprisonné & mis au carcan , & pour la quatrième fois , il sera fouetté & banni du pays pour toujours.

III.

Si quelqu'un accompagné d'un témoin , déclare avec serment qu'il a été menacé & qu'il croit être en danger de recevoir quelque mauvais coup , le Juge enverra notifier par l'officier à celui , qui a proféré les menaces , qu'il a pris sous la surété publique la personne du menacé ; & en pareil cas , une telle surété aura autant de force & doit être regardée comme si elle avait été imposée aux deux parties dans un débat.

IV.

L'IMPOSITION de surété durera autant de temps que le Juge ne la levera pas : elle pourra cependant être levée à la requête des deux parties , si elles déclarent , sur leur bonne foi , qu'elles se sont réellement réconciliées.

V.

V.

CELUI, qui ne pourra fournir caution, sera conduit en prison, & y restera jusqu'à ce qu'il ait promis par serment de garder la paix, & ce serment devra être fait en cour.

CHAPITRE XVI.

*DE LA PEINE QUE DOIVENT SUBIR CEUX, QUI ATTAQUENT
LES OFFICIERS QUI CONDUISENT AU SUPPLICE LES SENTEN-
CIES OU CRIMINELS OU BIEN CEUX, QUI SONT DETENUS.*

ARTICLE I.

QUICONQUE, attaquera le Juge ou un officier de justice, ou qui fera violence pour délivrer celui, qui aura été condamné par sentence au dernier supplice, fera incontinent conduit en prison, examiné, si peut-être il n'est pas complice, s'étant rendu suspect par son action, & sera ensuite puni corporellement selon l'exigeance & le mérite de la chose.

II.

CEUX, qui attaquent le Juge ou les Officiers de justice après la saisie de quelqu'un, ou qui rompent les prisons pour délivrer le détenu, seront punis corporellement, selon la gravité du cas & des circonstances.

III.

CELUI, qui aura résisté, les armes à la main, pour empêcher la saisie d'un délinquant, payera une amende de soixante livres, & commettra son honneur.

IV.

CELUI, qui donnera refuge & azile à un délinquant, après les publications dûment faites, encourra la peine de soixante livres.

V.

CELUI, qui malicieusement détruit les potences, trôncs & carcans, ou autre instrument public, ou qui abat ou détache les corps qui y sont exposés, sans permission du Souverain, payera le ban de soixante livres, sera banni & chassé du pays.

CHAPITRE XVII.

DES BIENS DES SUPPLICIÉS.

L'on prendra sur les biens propres & les plus liquides de l'exécuté, pour payer les frais de justice, ensuite pour acquitter les dettes, s'il y en a, & le ban de soixante livres; le restant sera délivré à ses enfants légitimes, s'il en a, & à défaut d'i-ceux sera échûte en faveur du fisc, l'on excepte le cas du crime de léze-majesté & de trahison, où tous les biens de l'exécuté seront confisqués.

C H A -

CHAPITRE XVIII

DU CRIME DE FAUX.

DES FAUX TEMOINS.

ARTICLE I.

UN TEMOIN fermenté, qui aura rendu un faux témoignage dans une cause civile, fera dégradé, déchu de son honneur & condamné à soixante livres de ban; il sera de plus tenu d'indemniser la partie lésée du dommage qu'il lui aura causé, & s'il n'a pas de quoi payer l'amende & le dommage, il sera puni par l'amputation des membres avec lesquels il aura juré: *Nous Nous* réservons toutefois de pouvoir commuer la peine de l'amputation en celle d'un bannissement pour tant d'années.

II.

ET si c'est dans une cause criminelle, il subira la peine du *Talion*, lorsque le délit emporte l'honneur & le corps.

III.

LES suborneurs des faux témoins seront punis en corps & biens, selon l'exigence & le mérite du cas, c'est-à-dire, selon la gravité & la qualité de la chose.

CHAPITRE XIX.

DES FAUSSES STIPULATIONS DES NOTAIRES.

ARTICLE I.

Si un Notaire public était convaincu d'avoir fait un faux acte, il sera démis & privé pour toujours de l'art de Notaire, sans pouvoir y être rétabli d'aucune façon à l'avenir, & il payera à la partie lésée tout le dommage qu'il lui aura causé; il sera de plus châtié comme faulxaire, même corporellement, si la qualité du crime l'exigeait.

II.

UN NOTAIRE qui aurait manqué par ignorance, par inadvertence & sans vuë de quelqu'intérêt, bonifiera, pour la première fois, le dommage causé. Mais si un tel Notaire retombait dans la même faute, il sera démis de son office de Notaire.

III.

IL est défendu à tout Notaire sous la peine de vingt-cinq livres, & de la bonification aux parties plaignantes, de surpasser la taxe Souveraine en demandant la *Loi* de ses actes.

IV.

IL sera très-expressément défendu à toute personne, qui ne sera pas Notaire juré, de stipuler des actes pour les faire signer ensuite par un Notaire public, sous

peine de nullité d'un pareil acte & d'une amende de vingt-cinq livres, payable par l'un & l'autre : exceptant toutefois de la peine de nullité & de l'amende, celui, qui aurait écrit un acte en présence d'un Notaire, qui l'aurait ensuite signé comme Notaire.

Il est à remarquer ici qu'un Notaire qui serait chargé du cas énoncé dans le premier article de ce chapitre, sera repris par son Juge légitime ; mais quant-à-la déposition, elle n'aura lieu qu'après que le Révérendissime Evêque aura été prévenu du cas qui pourrait avoir mérité la destitution.

CHAPITRE XX.

DE CEUX QUI N'ETANT PAS NOTAIRES, CONTRE-FONT & FALSIFIENT DES ACTES.

SAVOIR :

1. Celui, qui aura contrefait l'écriture ou la signature d'autrui.
2. Celui, qui aura rayé ou ôté quelque chose d'un acte, compte, reconnaissance, ou rentier, ou qui lui en aurait substitué d'autre.
3. Celui, qui aura supprimé ou déchiré un testament faisant en son préjudice, soit que le testament fût celui de son père ou d'un autre.
4. Celui, qui aura changé son nom & sur-nom ou qui s'inscrirait pour un autre.
5. Celui, qui ayant pris le cachet d'un autre, s'en serait servi à son insçu & à son préjudice.

Tous les sus-mentionnés & autres semblables seront punis de huit années de bannissement, en supportant tous les frais & dommages qu'ils auront occasionnés, & cela pour la première fois.

Si au contraire après l'expiration du susdit terme, ils rentraient au pays & récidivaient, pour lors ils seront fustigés & bannis pour toujours.

CHAPITRE XXI.

DES OFFICIERS PARJURES.

SI UN OFFICIER subalterne comme Châtelain, Lieutenant, Méral, Curial, Procureur général, Sautier, ou autre officier en charge, ne satisfaisait pas à son serment prêté, ou s'il commettait le crime de faux en fonctionnant, ou en quelle occasion que ce soit, sera puni de l'amende statuée pour les faussaires, ci-devant énoncée, & sera déposé de sa charge par jugement porté de la part de notre Représentant & de ses deux assesseurs, du quel jugement il supportera les frais; devant toujours avoir égard à la gravité du cas & des circonstances.

CHAPITRE XXII.

DES FAUSSES MESURES.

TOUT Marchand, Négociant, Vendeur de vin, Hôte, Cabarétier & autres semblables, qui seraient convaincus de s'être servi de fausses pierres, poids & mesures, non marquées ou étalonnés, payeront pour la

première fois une amende de trois livres avec la perte de la valeur de la marchandise vendue ; pour la seconde fois, vingt-cinq livres avec la perte de la valeur de la marchandise vendue ; & pour la troisième fois, soixante livres avec la perte de la marchandise vendue, & seront de plus bannis pour toujours.

CHAPITRE XXIII.

DES FAUX MONNOYEURS.

CELUI, qui sera convaincu d'avoir fait de la monnaie bonne ou fausse, sera également puni de corps & de biens, & condamné à mort, à teneur de nos statuts, exceptant la grace qu'il Nous plaira de lui faire.

L'on réserve ici au Révérendissime Evêque la faculté d'adoucir la peine de mort pour tous les lieux de la Patrie, où ce droit lui a appartenu de tout temps.

CHAPITRE XXIV.

DES FAUSSES BORNES.

ARTICLE I.

QUICONQUE, sans l'autorité du Juge ou sans le consentement de son voisin, mais de propos délibéré, remuera des bornes, les transplantera ou en placera de nouvelles, que ce soit dans son propre bien ou dans celui d'autrui, payera le ban de soixante livres & déchera de son honneur, pour la première fois ;

pour la seconde fois, il fera exposé au collier pendant deux heures de temps, & payera le ban de soixante livres.

Et s'il arrivait que le même fût convaincu d'un pareil méfait pour la troisième fois, il commettra sa tête irrémissiblement.

II.

CELUI, qui plantera une haie ou autre clôture sur le bien de son voisin, sur le commun au delà des bornes apparentes, ou qui la changera de place sans y évoquer son voisin ou les sindics du lieu, sera tenu de l'arracher, sera châtié de douze livres d'amende & payera de plus les frais & dommages occasionnés par son anticipation.

CHAPITRE XXV.

DE CEUX QUI NIENT EN JUSTICE UN JUSTE DÜ.

CELUI, qui niera en jugement une dette claire, par méchanceté ou de mauvaise foi, payera l'amende de douze livres, dont la moitié au Juge, & l'autre à la partie créancière : toutefois avec cette déclaration que si la dette était de conséquence, la peine en argent pourra être augmentée à proportion du plus ou du moins de valeur de la somme qui aura été niée.

CH A-

CHAPITRE XXVI.*DES FRAUDES QUI SE COMMETTENT DANS LES RETRAITS
OU TENTES.*

Si quelqu'un était convaincu d'avoir usé de fraude , ou par foi-même ou d'intelligence avec une autre personne , en retirant un achat par droit de proximité , c'est-à-dire , qu'il fût prouvé qu'il ne l'ait fait pour foi , mais pour un autre , un tel retraits sera déclaré nul , & le fraudeur payera ving-cinq livres d'amende.

CHAPITRE XXVII.*DES FRAUDES DU PÉAGE.*

QUICONQUE sera convaincu d'avoir fraudé le péage , commettra l'effet ou la marchandise dont il est porteur au conducteur : bien-entendu qu'il conste que le péageur ait été à son poste , ou que l'on ait refusé de payer , ou que l'on ait pris un chemin détourné. Si au contraire il n'avait pas trouvé à son passage le péageur , & qu'en l'absence de celui-ci , il ait payé ou offert le péage à tierce personne , dans ce cas il ne serait pas répréhensible.

C H A P I T R E XXVIII.

DE CEUX, QUI FONT LA CONTREBANDE DES DENRÉES & DU SEL

ARTICLE I.

TOUTES les denrées, dont la sortie est défendue du passé & qui sera défendue à l'avenir, seront confisquées, & en sus de la confiscation, le contrevenant payera, à titre d'amende, le double de la valeur de la marchandise confisquée. Par exemple, celui, qui exporterait une mesure de grain, payera, pour amende, le double de la valeur du grain confisqué, & son grain sera de plus confisqué.

II.

Tous ceux, qui seront convaincus de s'être servi d'autre sel que de celui de l'Etat, seront châtiés de cent ducats d'amende.

III.

SUBIRONT la même peine de cent ducats, ceux, qui auront introduit du sel étranger, sous quel prétexte que ce soit.

IV.

CEUX, qui seront surpris voiturant, conduisant ou portant du sel par contrebande, outre la peine pécuniaire ci-dessus statué, subiront la confiscation de leur marchandise.

CHAPITRE XXIX.

*DE LA PEINE QU'ENCOURENT CEUX QUI VENDENT LA CHOSE
D'UN AUTRE, OU BIEN LA LEUR PROPRE A DEUX PERSONNES.*

ARTICLE I.

QUICONQUE, de propos délibéré & de science certaine, vend à deux personnes le même effet, ou qui vend à un autre, ce qui ne lui appartient pas, encourra la peine de fausfaire, sera de plus tenu de bonifier le dommage causé, & s'il n'a pas de quoi faire la bonification, il sera châtié comme larron, selon le plus ou le moins de valeur de la chose.

II.

QUICONQUE hypothéquera à deux personnes le même bien pour au-delà de sa juste valeur, sera déchu de son honneur, & payera en sus soixante livres d'amende.

III.

Si au contraire il avait fait pareille chose ou par ignorance, inadvertence, ou à défaut de mémoire, il sera puni d'un jour d'arrêt.

IV.

CELUI, qui contracte des dettes & emprunte de l'argent, sachant bien qu'il ne pourra les payer, sera déchu de son honneur, & banni de la patrie pour six ans.

V.

SONT toutefois exceptés de cette loi ceux, qui par des malheurs ou accidents inopinés & non prévus, auraient été forcés d'emprunter & de contracter des dettes au-delà de leurs avoirs.

VI.

IL est ordonné que les enfants qui refuseront, de se porter héritiers de leurs père & mère, doivent, pour peine du déshonneur qu'ils font à leur mémoire, non seulement être exclus à l'avenir de tout héritage provenant du même coté jufques au quatrième degré, mais de plus feront forclos de tout droit de Bourgeoisie & de communauté. Le cas toutefois excepté où les enfants se trouveraient hors d'état d'acquitter les dettes de leurs père & mère. Car celui, qui donne ce qu'il a, n'est pas tenu à plus, à-moins qu'il ne parvienne à une meilleure condition.

VII.

DANS le cas où il y aurait plusieurs enfants, & que l'un d'eux se porterait pour fa part héritier des dettes actives & paffives, il ne fera pas compris dans la peine ftatuée par cette *Loi*.

VIII.

IL est de plus ordonné que lorsqu'un frère par amitié fraternelle & pour l'honneur du défunt, qui aurait laiffé plus de dettes que de *biens*, se porterait fon héritier pendant que les autres frères s'y refuseraient,

ces derniers seront exclus d'autres héritages , jusqu'à ce que le premier soit pleinement dédommagé du sacrifice, qu'il a fait à la mémoire de son frère défunt.

C H A P I T R E X X X .

D E S M A R C H A N D S E T R A N G E R S .

A R T I C L E I .

IL DEMEURERA défendu à l'avenir, comme il a été du passé, à tout marchand étranger, colporteur, d'aller, sous quel prétexte que ce soit, dans les maisons des particuliers pour y offrir leurs marchandises à vendre, sous peine de vingt-cinq livres d'amende & de la confiscation de la marchandise exhibée en vente.

II.

IL fera défendu aux étrangers d'acheter les articles de première nécessité, comme grain, beurre, & chataignes, pour les revendre dans le pays, sous peine de vingt-cinq livres d'amende, & de la confiscation de la chose achetée.

III.

IL est de même défendu au gens du pays, sous la même peine, d'acheter les susdits articles sur les marchés, pour les revendre ensuite sur les mêmes marchés.

IV.

IL est pareillement défendu à chacun d'acheter, soit

dans les foires, soit dans les marchés avant l'heure fixée par les publications, sous peine de la confiscation de la chose achetée. Laisant toutefois à chaque endroit ses anciens usages & coutumes.

V.

IL ne sera pas permis au marchand de tirer & d'exiger un intérêt du prix des marchandises vendues, sous peine de la confiscation de la somme ou du montant du prix convenu.

VI.

IL n'y aura dans chaque chef-lieu, qu'un marchand, qui puisse tenir & débiter du poison; il ne pourra même en délivrer que d'après un billet du Juge respectif, que lui présentera chaque personne, qui voudra avoir du poison, & le marchand conservera ce billet pour sa propre justification, sous peine de vingt-cinq livres d'amende.

C H A P I T R E XXXI.

E T A I N.

TOUT POTIER d'étain sera tenu de ne vendre que de l'étain qui souffre l'épreuve, de façon que s'il était convaincu d'avoir vendu de l'étain commun pour du fin, ou d'avoir marqué de l'étain commun avec la lettre *F*, qui est la marque du fin, pour la première fois il sera châtié de vingt-cinq livres d'amende & de la confiscation, soit de la marchandise vendue, soit de

celle qui aura été exposée en vente, & qui sera reconnue être de l'étain commun quoique marqué du fin : & pour la seconde fois, il payera comme devant, vingt-cinq livres d'amende, supportera la perte de sa marchandise & sera de plus chassé de la Patrie.

C H A P I T R E XXXII.

C U I V R E.

TOUT chaudronnier & marchand de cuivre déclarera consciencieusement le poids du fer qui se trouve dans le vase ou attaché au vase de cuivre, comme anse, cercle, pied & autres parties semblables du vase, sous peine de vingt-cinq livres d'amende & la confiscation de la marchandise, s'il était convaincu de tromperie.

C H A P I T R E XXXIII.

A R G E N T E R I E.

TOUT orfèvre & marchand d'argenterie, tant du pays qu'étranger, sera denu de titrer l'argenterie qu'il voudra vendre, & de plus il ne l'exposera pas en vente, sans l'avoir fait voir préalablement au Juge de l'endroit où il voudra la vendre, sous peine de vingt-cinq livres d'amende & la confiscation de toute la marchandise, tant vendue qu'exposée en vente, marquée d'un faux titre ou audeffous de celui, qui est adopté dans le pays, savoir, du titre treize,

ET s'il récidivait , il sera condamné à la même peine que ci-dessus , & au bannissement.

C H A P I T R E XXXIV.

D E L' U S U R E.

A R T I C L E I.

TOUT intérêt pour somme prêtée ne surpassera & ne sera exigible au dessus du *six* pour cent, sous peine de commettre la somme.

Si l'intérêt stipulé est exigible en denrées comme vin, froment, seigle, fromage, ou autre semblable, il ne pourra être mis sur un autre taux que celui exigible en argent, savoir pas plus fort que le *fix* pour cent.

L'on gardera pour règle à cet égard la taxe courante de la denrée, sous peine de confiscation, tant de la somme principale que de l'intérêt.

II.

IL sera conséquemment défendu aux Notaires de stipuler un intérêt plus haut que du *fix* pour cent, sous peine d'être repris comme faussaire, ainsi qu'il est articulé au chapitre des fausses stipulations.

C H A P I T R E XXXV.

D U V O L.

A R T I C L E I.

L'ON doit distinguer deux espèces de vol, savoir, le vol *simple* & le vol *qualifié*. Le vol simple est celui, qui se fait de jour sans violence & sans infraction. Cette espèce de vol doit être punie par la restitution de la chose volée, outre quelques jours de prison, pour la première fois. Si un tel vol simple était répété, il sera puni pareillement par la restitution de la chose volée, & le voleur sera de plus châtié corporellement selon l'exigence du cas.

II.

LE VOL *qualifié* est caractérisé par les circonstances suivantes: 1. qu'il soit fait de nuit. 2. Avec violence ou main armée. 3. Avec fraction ou escalade. 4. Vol d'Eglise. 5. Vol domestique. 6. Vol des choses confiées à la foi publique, comme bétail au paturage, instrument de labourage & de charoi, linges & lessives exposées. 7. Vol fait durant un incendie, débordement d'eau. 8. Vol de coupeur de bourse.

Tous ces vols *qualifiés* ci-dessus mentionnés, seront punis corporellement, selon la jurisprudence criminelle usitée dans la Patrie, en faisant toujours bien attention aux circonstances mitigeantes, & aggravantes, à la qualité & quantité, à la récidive du vol &c.

III.

Tous les voleurs des jardinages, fruits, bois & autres pareilles choses, qu'ils soient étrangers, gens sans aveu, ou des personnes du lieu ou du pays, suspects ou chargées d'une mauvaise renommée, seront châtiés ou en les enfermant dans le tourniquet, ou en les y exposant seulement avec la chose volée, ou ayant sur la poitrine un écriteau faisant mention de la qualité du vol, & le voleur y restera plus ou moins longtemps enfermé ou exposé, selon le plus ou moins de valeur de la chose volée, ou la grièveté du mal commis ; faisant toujours attention si le vol a été précédé ou suivi de la rupture des haies, murs ou arbres fruitiers.

IV.

MAIS si au contraire le vol était perpétré par une personne du lieu ou du pays, qui n'aurait point été suspecte jusque là, le vol sera bonifié à qui de droit, & le coupable payera en sus, au Juge pour la première fois, le double de la valeur de la chose volée ; pour la seconde fois, il bonifiera, comme devant est dit, la chose, & payera au Juge, le triple de la valeur de cette même chose ; & s'il retombe pour la troisième fois dans le même défaut, il sera renfermé ou exposé au tourniquet selon le plus ou le moins de grièveté du mal.

V.

Si des enfans au-dessous de l'âge de quatorze ans commettent de pareils vols, ils seront punis & repris

par leur père, ou leur tuteur, ou telle autre personne, aux soins & à la garde de laquelle ils auront été confiés.

VI.

LE VOL du bois énoncé à l'article 3. ci-dessus , doit s'entendre du petit bois , comme bois de îles ou basses forêts & de petite conséquence ; car le vol des bois de haute-futaie , des bois hachés & mis en tas , des bois en exploitation dans les devaloirs , des arbres fruitiers & autres bois semblables , qu'ils soient marqués ou non-marqués , outre la bonnification du dommage, qui est justement dûe à la personne ou à la partie lésée , ceux, qui s'en feraient rendus coupables , seront punis selon les circonstances du vol & la valeur de la chose volée.

VII.

LE DROIT de police , à l'égard des vols des fruits & des petits bois , sera exercé par la police des lieux respectifs, où de semblables délits seront commis , avec cette clause expresse , qu'il faut que la valeur du vol ne surpasse pas celle de trois livres , que l'amende soit tirée en argent , qu'elle n'excède pas trois livres , & qu'elle ne pourra jamais être corporelle.

CHAPITRE XXXVI.

D U R E C E L E U R .

ARTICLE I.

QUICONQUE donnera asyle à des voleurs , qui recevra chez lui en dépôt, des effets volés, les ca-

chera , qui se chargera de la vente de tels effets , qui les transportera d'un lieu à un autre , ayant connaissance du vol , ceux , qui acheteront des effets quelconques des femmes reconnues pour dissipatrices , des mineurs & des enfants , des domestiques &c. &c. seront réputés & regardés comme des receleurs & ils seront tenus de rendre les effets , s'ils en ont achetés , sans que les personnes volées soient obligées de leur rembourser l'argent donné pour les dits effets achetés , & seront de plus châtiés corporellement ou en argent suivant l'exigence du cas ; pourvû que l'amende en argent ne surpasse jamais la somme de soixante livres.

II.

CEUX , qui seront convaincus d'avoir donné quelque aide ou conseil aux voleurs , seront punis corporellement , savoir , ou par le carcan , ou les verges , ou le bannissement. Mais bien-entendu lorsqu'il sera connu que le vol commis aurait pu se faire & avoir lieu sans aide ni conseil.

III.

MAIS s'il en était au contraire , c'est-à-dire , que le vol n'eût pas pu se commettre sans l'aide & le conseil donné , celui , qui aura donné une telle aide ou un tel conseil , sera regardé comme complice du vol & puni en conséquence selon l'exigence & le mérite du cas.

C H A P I T R E XXXVII.

D E S C H O S E S T R O U V É E S .

A R T I C L E I .

CHAQUE chose trouvée doit être incontinent restituée à son propriétaire, s'il est connu de celui, qui l'a trouvée : & au cas que le propriétaire ne soit pas connu, le trouvant sera tenu de la faire publier aux criées publiques de l'endroit le plus voisin de la trouvaille faite ; & lors qu'elle est d'une valeur notable, elle sera publiée par voies de criées dans trois chefs-lieux, les plus à portée, sous peine du prix de la chose trouvée, qu'encourra irrémissiblement le trouvant, qui aurait négligé les dites publications.

II.

QUICONQUE supprime malicieusement une chose trouvée, si elle est de petite conséquence, sera puni de trois livres d'amende payable au Juge du lieu, & dédomagera la partie de tous les frais & pertes : si la chose est considérable, le dit supprimant sera poursuivi selon l'exigence du cas.

III.

Si quelque bétail égaré & trouvé, était reconnu n'appartenir à personne du lieu, il sera présenté au Juge rièrè la juridiction duquel il aura été trouvé, lequel Juge le fera soigner & garder pendant le terme

de fix semaines , durant lequel il le fera publier trois fois de huit-en-huit jours , & si personne ne se présente pour le réclamer au bout de fix semaines , le bétail trouvé fera échu au Juge de la juridiction.

IV.

MAIS si le propriétaire vient le réclamer dans le susdit terme de fix semaines , & prouve sa propriété sur le dit bétail trouvé , il lui sera rendu en payant les frais & dommages , qu'il pourrait avoir occasionnés.

CHAPITRE XXXVIII.

D U P E C U L A T.

LE CRIME de péculat consiste , à s'emparer ou détourner d'une manière frauduleuse les deniers du souverain ou du fisc.

CELUI , qui sera convaincu de ce crime , sera poursuivi comme les autres voleurs en y joignant l'infamie , lorsqu'il est commis par un homme revêtu d'un emploi public.

CHAPITRE XXXIX.

D U P L A G I A T.

QUICONQUE volera ou s'emparera d'un homme , femme ou enfant contre leur gré , sera puni de mort. De-même les père , mère , ou parents qui vendront leurs enfants ou des personnes commises à leurs soins : seront punis corporellement.

CHAPITRE XL.

DE LA RESTITUTION DES DEPOTS.

TOUTE personne qui aura reçu un dépôt quelconque, devra & sera tenue de le rendre au propriétaire à sa première réquisition, sans y altérer, dégrader, ni changer quoi que ce soit, sous peine de six livres d'amende : & s'il arrivait que le dépositaire eût aliéné le dépôt, il sera mis en prison & y restera jusqu'à ce qu'il ait payé le capital & le dommage.

CHAPITRE XLI.

DES FAUX BRUITS.

COMME il y a des personnes qui se plaisent, par un esprit de malice, de faire courir de faux bruits contre des Magistrats, contre une Commune ou contre une ou plusieurs personnes, de façon à causer du remuement dans le public, ou parmi le peuple, ou propres à détruire le crédit ou la bonne renommée ou d'une Commune ou d'une personne particulière, les auteurs de pareils faux bruits, seront tenus de prouver en justice ce qu'ils ont débité, faute de quoi ils feront dûe réparation, en bonifiant tous les frais & dommages quelconques, & seront de plus déclarés *Infâmes*.

CHAPITRE XLII.

DE LA SEDITION.

CHAQUE concours tumultueux d'un peuple, d'une partie notable d'i-celui, tendant à troubler le re-

pos public par violence , soit pour s'opposer aux ordonnances souveraines, soit pour insulter les représentans du souverain , sera jugé & puni à l'instar du crime de léze-majesté. Les séditions contre la justice ou la police de l'endroit , si elles sont dangereuses & si le concours du peuple est notable , les chefs d'i-celles seront punis par un bannissement , ou des peines corporelles , selon la qualité du crime ; les adhérens subiront une peine que *Nous* *Nous* réservons de leur dicter ensuite , & d'après les relations & les informations que Nous en feront nos Représentans ou les Juges locaux ; ayant toujours égard si de pareilles entreprises ont été approuvées ou dés-approuvées par une généralité.

C H A P I T R E X L I I I .

D E S I N C E N D I A I R E S .

LES incendiaires par malice ou par préméditation seront punis de mort ou même par le feu , suivant le degré de malice du coupable ou du danger auquel il aura exposé la société.

IL est sérieusement recommandé à la police de chaque endroit de veiller à prévenir , par de sages réglemens , les incendies , qui peuvent arriver par négligence , & d'apporter les secours & les remèdes les plus prompts à de pareils accidens.

CHAPITRE XLIV.

DES LIBELLES INCENDIAIRES

IL fera du devoir & à la charge du Procureur général de veiller sur les Libelles incendiaires & féditeux. Quiconque en tiendra ou recevra, sera obligé de les dénoncer & déposer entre les mains de notre Représentant sous peine de soixante livres d'amende, qu'en-courra aussi quiconque en introduira, distribuera ou recélera. La moitié de la susdite amende sera pour le Procureur général, & l'autte moitié au Juge supérieur de l'endroit. Notre Représentant en fera incessamment son rapport à son Excellence Ballivale.

CHAPITRE XLV.

DES LIVRES SCANDALEUX.

LES LIVRES contre la Religion & les bonnes mœurs, seront lacérés & brûlés, & les personnes qui les tiendront ou distribueront seront châtiées de soixante livres, & supporteront les frais de la procédure. De même aussi seront châtiés tous ceux qui tiendront des discours scandaleux contre notre sainte Religion Catholique Apostolique & Romaine.

Tous les officiers de justice feront conséquemment sommés de veiller soigneusement, en vertu de leur serment, à l'exécution ponctuelle de cette ordonnance au sujet des libelles incendiaires, livres & discours scandaleux.

H

C H A P I T R E XLVI.

D U B L A S P H É M E.

LES BLASPHEMATEURS contre Dieu, la sainte Vierge & les Saints, seront punis selon les circonstances plus ou moins aggravantes, savoir, par la prison, amende honorable, peine corporelle, & même par la mort si le blasphème était formel, répété & suivi de l'action soit du fait & de l'exécution de l'expression.

C H A P I T R E XLVII.

D U S O R T I L É G E.

QUOIQUE le crime de sortilège soit très-rare de nos jours, néanmoins s'il se rencontrait des personnes qui auraient recours à la puissance du Démon, ou qui se serviraient des invocations ou des choses saintes, ou qui auraient recours à la Magie soit à des voies superstitieuses, ou qui mettraient en usage quelque maléfice &c. &c. dans chacun des susdits cas, l'on se conformera aux *Loix* pénales dictées par la Caroline & commentées par nos auteurs adoptés.

LES Enchanteurs & chercheurs de trésor par voies illicites & en dupant autrui, seront punis corporellement selon la grièveté du cas.

C H A-

C H A P I T R E XLVIII.

DU CRIME DE LEZE-MAJESTÉ.

LE CRIME de Leze-Majesté est un attentat criminel à la vie ou à la personne sacrée de son Prince ou Souverain soit directement par le fait même, soit indirectement par conspiration, soit trahison. De cette dernière espèce sont l'usurpation de l'autorité du Souverain ou la ligue avec les ennemis de l'Etat pour attenter à ses droits de souveraineté. De même la conspiration contre les officiers représentans le souverain, ainsi que toute révolte contre l'autorité légitime du souverain, ruse violence, trame & autres voies illicites contre l'Etat & ses représentans.

LA connaissance de ce délit sera toujours réservée en notre tribunal souverain. L'attentat sans effet ou sans succès, sera puni comme le crime même, & la mort du criminel n'éteindra pas la poursuite du procès.

CEUX, qui auront été complices de ce crime, qui auront eu connaissance du crime ou de l'intention du coupable, seront punis comme les auteurs même, s'il ne les ont pas révélés.

C H A P I T R E XLIX.

DE L'HOMICIDE.

QUICONQUE commettra un homicide volontaire, sera puni de mort & ses biens seront confisqués, s'il

n'a pas d'enfants légitimes. Si au-contraire il en a, ceux-ci seront traités comme dans le cas des exécutés.

COMME il y a différentes sortes d'homicide, par exemple, *volontaire, fortuit ou par-bazard, homicide, qui peut arriver par imprudence*, homicide qui peut avoir lieu à la suite d'une querelle &c. les Juges se donneront tous les soins possibles pour distinguer & reconnaître la différence des prédits cas, savoir, s'il y a eu de la *volonté & du dessein, de la malice, de la légèreté, de l'imprudence* ou si l'homicide arrivé est purement l'effet du hasard, & ils porteront ensuite leur Jugement d'après la qualité du crime & l'indication des Auteurs criminels adoptés par Nous.

Les mères qui auront provoqué l'avortement du Fœtus de l'enfant, dont elles étaient enceintes, ou qui, après la naissance de leurs enfants leur donnent la mort, seront punies de mort.

PARAILLEMENT les Medecins, Apothicaires, Empiriques & autres complices qui auraient donné des remèdes pour faire périr le fruit d'une femme ou d'une fille enceinte, seront punis de mort.

TOUTE fille non-mariée appellera ou fera appeler à ses couches la sage femme ou des témoins; car si son enfant venait mort au monde, & que personne n'eût été présent à ses couches, elle sera punie d'une peine corporelle, s'il a été en son pouvoir d'appeler ou d'avoir des témoins ou une sage femme.

C H A P I T R E L.

D U S U I C I D E.

A R T I C L E I.

LE SUICIDE qui sera prouvé volontaire , sera traîné par l'exécuteur de la haute-justice , sur le lieu patibulaire , & les biens seront échus & confisqués au profit du fisc.

II.

MAIS s'il était reconnu par des indices & des circonstances claires, que le suicide se soit tué dans l'accès d'une fièvre aigue , ou dans un moment de noire mélancolie , de manie ou de fureur , le cadavre sera rendu aux parents, & la confiscation des biens n'aura pas lieu.

C H A P I T R E LI.

Comment doit être faite la visite d'un homicide , d'un suicide , ou d'un autre corps mort trouvé.

A R T I C L E I.

LORSQU'IL arrive un homicide à la suite d'un débat ou autre accident , la justice se transportera incontinent sur le lieu où est le cadavre trouvé , & y fera déposer ceux qui auront vu faire le meurtre ou qui pourront en avoir quelque connaissance , surtout

ceux, qui auront vu ou trouvé les premiers le corps par terre, sur quoi le procès-verbal sera dressé & le corps remis aux parents, s'ils le demandent pour l'inhumer,

II.

ARRIVANT qu'un mort fût trouvé sur le grand-chemin, au bord d'une rivière ou ailleurs, la justice du lieu fera faire incontinent la visite nécessaire par des experts, aux fins de découvrir la nature des plaies, (savoir, si elles sont fraîches ou non; avec quelles armes elles peuvent avoir été faites) & pour le dressement d'un procès-verbal. Et s'il n'y a aucune apparence ou indice que le défunt se soit tué lui-même, la justice livrera le corps aux parents, s'il y en a, moyennant la bonification des frais & vacation à taxe modérée.

Excepté le cas de notoriété publique, par exemple, si une personne était tombé d'un arbre, ou se fût tué par un autre accident de notoriété publique, en pareil cas, le Juge du lieu après vision locale faite, pourra permettre la sépulture du corps mort. Si au contraire il y avait du doute, le dit sera tenu, selon l'article, de s'adresser au Juge supérieur.

III.

Si le corps trouvé était reconnu être le corps d'un étranger passant, & qu'il ne s'y soit trouvé aucune apparence de suicide, il sera enterré comme un chrétien. Et s'il se trouvait sur lui quelque or, argent, billet de créance, marchandisé ou autres effets sembla-

bles , le tout fera inventorié & gardé entre les mains de la justice , pendant an & jour ; & si après avoir donné avis au public , personne de ses légitimes parents & héritiers , muni de suffisantes attestations , ne se présente dans le courant du susdit terme , le tout sera dévolu au fisc.

IV.

MAIS si les parents & héritiers venaient répéter les effets du défunt , i-ceux devront leur être livrés moyennant le remboursement de tous les frais & l'acquiescement des droits de la traite foraine usitée.

Si au-contre , au moyen de la visite du corps mort , le crime du suicide était reconnu , pour lors le cadavre sera enterré par l'exécuteur de la haute justice dans le lieu du supplice , & les biens d'un tel malheureux seront échus au fisc , toujours sous la réserve ci-devant énoncée à l'article 2. du suicide.

V.

L'EXPLOITATION des bois de haute futaie & autres , ayant beaucoup lieu en ce pays , il est ordonné que les entrepreneurs ou intéressés à cette espèce d'exploitation soient tenus (lors que les devaloirs tombent & tendent aux grands chemins & chemins publics) d'y établir un garde où le bois aboutit , aux fins de prévenir & d'avertir tant les ouvriers qui mettent bas le bois , que les personnes qui passent , sous peine de vingt-cinq livres d'amende , & résufion de tous frais & dommages causés à la partie lésée , & si malheureuse-

ment quelqu'un y était tué, les parents du défunt auront libre action contre les transgresseurs.

CHAPITRE LII.

DU DETERREMENT & SPOLIATION DES CORPS MORTS.

ARTICLE I.

QUICONQUE s'aviserait de déterrer par vengeance, pétulance, mépris, un corps mort, sera banni du pays à perpétuité. Mais celui, qui entreprendrait de déterrer un mort & de le spolier de ses vêtements en le laissant ainsi exposé, sera fustigé & banni.

II.

IL sera défendu sous le même bannissement, de spolier de leurs vêtements les corps des exécutés.

CHAPITRE LIII.

DES ADULTERES PRIS SUR LE FAIT.

QUICONQUE trouvera sa femme, en quel lieu que ce soit, commettant adultère, ou trouvant un autre couché avec elle dans le lit, sera irréprochable pour tout ce qu'il entreprendra contre l'un ou l'autre, quand même il les tuerait, dans le premier mouvement.

C H A-

CHAPITRE LIV.

DU MAQUERELLAGE.

ARTICLE I.

TOUT HOMME, qui consentira au crime d'impudicité de sa femme & de ses enfants, & qui leur prêterait secours pour assouvir leur passion, commettra son corps & son honneur.

II.

LES FEMMES, qui auront consenti à l'infâme délit de leurs filles, seront punies de huit jours de prison, & seront encore exposées au carcan pour deux heures avec un écriteau sur la poitrine, portant en grosses lettres, *Mère Maquerelle*.

III.

Tous ceux, qui seront convaincus du crime de maquerellage comme le parent, le tuteur, tous ceux, auxquels la charge de la personne aurait été confiée, les valets, servantes, & tous ceux, qui sont attachés au service de la maison habitée par la femme, qui se ferait prostituée par leur moyen, de-même que les aubergistes, qui donnent asyle aux maquerelles de profession, ou qui font eux-mêmes cet infâme métier, seront punis de trois ans de bannissement, & exposés au carcan pendant deux heures avec une couronne de paille sur la tête, un écriteau sur la poitrine avec les mots *maquereau* ou *maquerelle*, en grosses lettres, &

une verge à la main. La dite peine sera encore aggravée dans le cas, où le viol aurait eu lieu à l'égard d'une vierge ; elle le ferait encore plus, si la fille n'était pas encore nubile & qu'on eût employé la force pour la violer. Il ne servira de rien aux maquereaux, pour échapper à la rigueur de la susdite peine, d'alléguer qu'ils n'auraient retiré aucun profit ni avantage de leur crime. Toutefois, touchant les susdites circonstances qui aggravent, on aura soin de consulter les auteurs par Nous adoptés.

CH A P I T R E L V.

DU RAPT & DE LA SEDUCTION DES FEMMES & DES FILLES.

ARTICLE I.

CELUI, qui enlève une femme mariée, ou une fille vierge, perd corps & biens ; les quels biens se partageront par égale part, entre la partie offensée & le fils.

II.

MAIS celui, qui séduira une fille, qui jusqu'alors n'aurait pas été corrompue, qui n'aurait pas vécu lubriquement, & qui n'aurait pas eu la réputation d'être tachée, payera cinq livres pour la défloration.

IL faut cependant remarquer que si l'auteur de ce viol demandait la fille en mariage, & qu'elle refusât d'y donner son consentement, dans ce cas, il ferait

exempt de payer les cinq livres ; le ban toutefois excepté. Mais , (ce qui arrive souvent ,) si quelqu'un avait de quelqu'une un enfant illégitime , il serait tenu de prendre l'enfant à sa charge , de payer cinq livres à la fille pour l'avoir déflorée , & de lui payer en outre dix livres pour les frais de couche ; il ne peut pas être contraint à plus.

III.

La peine énoncée à l'article premier du présent chapitre , pourra cependant être mitigée , quoique le rapt soit consommé , s'il conste que la personne enlevée ait librement consenti à l'enlèvement , & que l'injure peut être regardée comme blessant plutôt les père , mère & parents , ou son tuteur , ou curateur.

IV.

Si l'effet du rapt ou d'enlèvement ne s'en était cependant pas suivi , & que celle qui aurait reçu l'offense eût essuyé quelques blessures dangereuses ou autres effets graves pareillement en sa personne , la peine ne sera pas moindre de dix années de bannissement.

CHAPITRE LVI.

DES L'EXPOSITION DES ENFANTS.

ARTICLE I.

TOUTE mère, qui expose son enfant , soit par motif de cacher sa honte ou par raison d'indigence ex-

trême, sans qu'on puisse lui imputer une intention criminelle, comme serait d'exposer son enfant dans un lieu écarté & non pratiqué, de façon à le faire périr, sera reprise & châtiée du carcan avec un écriteau sur la poitrine, portant connaissance & déclaration du méfait, & de là conduite en prison pour huit jours au pain & à l'eau.

II.

Si au-contre elle exposait son enfant dans un lieu non-écarté, mais que l'enfant n'en fût pas moins trouvé mort, elle sera fustigée & bannie pour toujours.

III.

Si la chose était telle que la mère eût exposé son enfant dans un lieu écarté & non-pratiqué, de façon à pouvoir conclure, qu'elle l'a exposé dans l'intention de le faire périr, elle sera fustigée, marquée & bannie pour toujours.

IV.

ET si par une pareille exposition, comme est dit à l'article 3, la mort de l'enfant s'ensuivait, la mère sera punie de mort.

CHAPITRE LVII.

DE LA POLIGAMIE OU BIGAMIE.

LA BIGAMIE étant un mal plus grand & plus criminel que l'adultère même, parceque par ce com-

merce scandaleux , le crime se continue & s'habitue , le bigame fera donc puni de la peine de mort. Quand aux circonstances , qui peuvent mitiger la peine , l'on s'en rapportera aux criminalistes adoptés.

CHAPITRE LVIII.

DE LA SODOMIE.

CE CRIME , lorsqu'il est commis par homme avec homme , femme avec femme , sera puni de mort par le glaive. Et s'il était commis avec du bétail , de quelle espèce que ce soit , tant la personne que la bête seront brûlées.

Si ce crime était accompagné de circonstances mitigantes , on s'en rapportera de-même aux auteurs adoptés.

CHAPITRE LIX.

DE L' APOSTASIE.

TOUTE PERSONNE , qui se rendra coupable du crime d'apostasie , ou renégat , c'est-à-dire , qui abandonnera la Religion chrétienne pour embrasser celle des Juifs , de l'alcoran , sera puni de mort & de la confiscation de ses biens.

CH A.

C H A P I T R E L X .

D E S P U P I L L E S .

A R T I C L E I .

L'OBLIGATION envers les pupilles étant très-stricté, tout tuteur, qu'il soit testamentairement ou judiciairement institué, pourvoira soigneusement à ce que tous les biens tant meubles qu'immeubles de son pupille, soient inventoriés, s'ils ne le sont déjà, sous peine de douze livres d'amende.

I I .

Si le pupille est en ménage & tient en main ses biens meubles & immeubles, son tuteur ne sera pas moins obligé d'en faire inventaire, sans cependant en être responsable.

I I I .

Tout tuteur sera tenu de rendre, tous les deux ans devant le Juge compétent de son pupille, un fidèle compte de sa tutelle, sous la même peine énoncée à l'article premier.

I V .

Si le pupille a hérité des dettes, & que pour les acquitter, le tuteur se voie obligé de vendre des biens de son pupille, il les fera publier trois fois de huit-en-huit jours, & ne les vendra qu'au plus offrant & dernier enchérisseur, sous la nullité de tout autre contrat à ce contraire.

V.

Si parmi les meubles du pupille, il s'en trouve qui pourraient se dégrader & périr par le laps de temps ou d'une façon ou d'une autre, le tuteur devra les exposer à la vente publique, après les avoir fait publier au préalable, & il fera valoir le mieux qu'il saura l'argent qu'il en aura tiré.

VI.

IL ne sera pas permis à un tuteur ni à ses conseil-
seillers, d'acheter du bien du pupille, hors des encans
publiques, sous peine de nullité d'une telle acquisition,
& de vingt-cinq livres d'amende.

VII.

COMME il est possible que des mal-intentionnés
considérant plutôt leur intérêt particulier, que celui,
du pupille, pourraient s'entendre & se donner le mot
pour avoir dans un encan les biens vendables, à un
vil prix ou à un prix au dessous de leur juste valeur,
si telle chose arrivait & que le tuteur s'en aperçût,
il ne sera pas tenu de délivrer le bien de son pupille
à de pareils miseurs de mauvaise foi, quand même ils
seraient les plus offrants & derniers enchérisseurs;
au-contraire, il devra faire les recherches nécessaires,
pour découvrir, s'il y a dans leur conduite de la ma-
lice, & dans ce cas, il les dénoncera au Juge, pour
que celui-ci puisse reprendre une pareille action selon
l'exigence du cas.

VIII.

DANS des objets d'une conséquence majeure , comme serait de contracter une dette , intenter un procès au nom du pupille , le tuteur ne fera & n'entreprendra rien sans le consentement & l'approbation de la justice & de ses reconseillers , sous peine de payer lui-même la somme , qu'il aurait empruntée ou les frais du procès , qu'il aurait intenté.

IX.

LORSQUE le tuteur recevra quelque somme au nom de son pupille , il tâchera de la placer à intérêt aussitôt & le plus solidement qu'il pourra. Et si à défaut d'occasion solide , il ne trouvait pas à placer la somme , il lui fera défendu de l'employer à son usage , à moins qu'il n'en paye l'intérêt à cinq pour cent , dès le jour qu'il la prendra pour son compte , & il la restituera à la reddition de ses comptes , sans pouvoir se prévaloir d'aucun prétexte.

X.

UN TUTEUR , qui , par sa négligence & inaction , laisserait prescrire des titres , droits , actions & prétentions de son pupille , qu'il aurait en mains , sera responsable des pertes survenues à son pupille , en capital , frais & intérêts-

C H A P I T R E L X I .

DES ENFANTS PRODIGES & DISSIPATEURS.

ARTICLE I.

COMME il n'arrive que trop souvent, que des enfants, par une mauvaise conduite & un esprit de dissipation, vendent, engagent & hyppothéquent secrètement des biens de leurs père & mère, ou même des héritages futurs quelconques, à un vil & moitié-prix, de façon à se procurer avec le temps à eux-mêmes, à leur femme & enfants, le plus grand dommage, c'est pourquoi il est ordonné que de pareils pactes, engagements & conventions seront regardés comme nuls & non-avenus, & que l'acheteur n'aura aucune action contre un pareil vendeur ou engageur.

II.

CEUX, qui confieront de l'argent à des enfants, du vivant de leurs père & mère, le perdront en entier, si les enfants meurent avant leurs parents; si au contraire ils leur survivent, pour lors les créanciers ne perdront que les intérêts de la somme prêtée.

III.

IL sera conséquemment défendu à tous les marchands, de confier & de délivrer à crédit des marchandises à des pupilles, sous peine de vingt-cinq livres

d'amende, & la commission de toute action contre les pupilles ou leurs tuteurs.

IV.

IL sera de-même défendu à tous les cabaretiers, sous la susdite peine de vingt-cinq livres, de recevoir chez eux des mineurs, enfants de famille, pupilles, enfants prodigues, &c. & de leur donner occasion soit à la débauche, soit à la dissipation.

C H A P I T R E L X I I .

DES PERSONNES FUGITIVES DU PAYS.

LORSQU'UNE personne, chargée de forts indices d'avoir commis quelque crime, s'absente du pays, l'on ne pourra, ni ne devra commencer aucun procès criminel contre l'absent, avant que le Procureur général ait, au préalable, fait examiner des témoins par-devant Notre Représentant & ses deux assesseurs & qu'ensuite il soit connu par lui & ses dits assesseurs, si le procès peut & doit être instruit; & dans ce cas l'on aura soin de faire faire les proclamations d'usage de 15-en-15 jours, après les quelles il sera procédé à la sentence, toutefois après que la publication par superabondance aura été faite au bout de l'an & jour; avec la déclaration que le Juge, sous l'autorité du quel les publications auront été faites, pourra & devra percevoir le ban, quand même il ne serait plus en office, après l'an & jour écoulés.

C H A P I T R E LXIII.**DE LA PEINE DE DÉSOBÉISSANCE.****ARTICLE I.**

CELUI , qui défobéira à un Juge fubalterne , payera l'amende de trois livres , pour la première fois , le double pour la feconde , & le triple pour la troifième. Chaque amende fera payée à Notre Représentant.

II.

CELUI , qui au-contreire , défobéira à un Juge fupérieur , payera fix livres pour la première fois , douze pour la feconde , vingt-cinq pour la troifième , & pour la quatrième , il fera mis aux arrêts au pain & à l'eau , jufqu'à ce qu'il promette obéiffance.

III.

Si un Officier d'un de Nos Représentans , défobéit , étant une perfonne publique , il payera vingt-cinq livres pour la première fois , quarante pour la feconde , & pour la troifième il fera regardé comme un rénitent volontaire , & fera conféquemment démis de fa charge.

C H A P I T R E LXIV.

DU SERMENT DE BANNISSEMENT VIOLÉ.

LES bannis, qui rentrent dans le pays après le serment de bannissement prêté, dit : *violat.e urphedæ*, seront bannis de nouveau pour un terme double, s'ils ont été bannis à tems ; & ils seront bannis de nouveau par serment, de plus fustigés & marqués, si le premier bannissement était perpétuel. Les bannis à perpétuité, fustigés & marqués, qui rentreront dans le territoire de la République, seront condamnés aux galères pour leur vie.

C H A P I T R E LXV.

DES REPROCHES SUR LES FAUTES COMMISES.

COMME les fautes sont personnelles, & qu'elles ne peuvent être imputées qu'aux personnes qui s'en sont rendues coupables, il est très-expressément défendu à qui que ce soit, de reprocher des forfaits ou des crimes d'un parent ou d'un ami, qui aura été supplicié pour cause de crime, sous peine de six livres d'amende, dont une moitié au Juge, & l'autre à la partie offensée.

C H A P I T R E LXVI.

D E S M E D E C I N S.

IL est défendu à tout étranger, d'exercer l'art de la médecine, chirurgie, rabillage, &c. dans le pays

sous quel prétexte que ce soit, sans être au préalable examiné & approuvé par les médecins du pays, auxquels il incombera de délivrer une attestation, au moyen & d'après laquelle il sera loisible à la police de l'endroit, où un tel médecin voudra se placer, de l'accepter ou non, avec cette expresse déclaration que tout étranger, qui agira contre la présente défense, commettra tous ses biens & avoirs quelconques, & au défaut d'iceux, il sera châtié corporellement.

CHAPITRE LXVII.

D E S E N G A G E M E N T S .

ARTICLE I.

IL demeurera défendu à l'avenir, comme il a été du passé, à tous & chacun en particulier, de faire des recrues pour d'autre service que pour celui, qui est ou avoué, ou toléré par la République, sous peine de soixante livres, & il sera conséquemment loisible à tout Capitaine du pays d'exiger & de prendre dans sa compagnie, les recrues, qui auront été faites contre la présente ordonnance, sans être obligé de bonifier les frais des recrues.

II.

A plus forte raison est-il défendu à l'étranger de recruter dans le pays, sous peine de cent écus blancs d'amende, & dans le cas, où il n'aurait de quoi payer l'amende, il sera châtié corporellement, & les mêmes Capitaines du pays auront la même liberté & le mê-

me droit que dessus , de tirer dans leur compagnie les recrues sans bonification des frais.

III.

IL sera par-conséquent aussi défendu à tous Nos sujets , sous peine de perdre tous leurs biens , de s'engager pour d'autres services que pour ceux , qui sont avoués ou tolérés par la République.

Cet article sera plus amplement expliqué en son temps, lorsque l'occasion d'en délibérer se présentera.

C H A P I T R E L X V I I I .

Défense de vendre des biens Fonds , aux étrangers non naturalisés ou domiciliés dans le Pays.

A R T I C L E I .

IL est & demeurera défendu à qui que ce soit, de vendre des biens fonds, à un étranger non naturalisé, ou domicilié dans le pays , sous peine de cent ducats d'amende , dont le tiers se payera à la Commune du lieu , aux fins qu'elle surveille que tel défaut n'arrive.

II.

IL est pareillement défendu , sous la même peine, d'inféoder un bien à un étranger , sous un cens perpétuel.

III.

IL est aussi défendu de contracter des dettes passives envers l'étranger, & de lui affecter & hypothéquer des biens fonds, toujours sous la même peine que dessus.

C H A P I T R E LXIX.

D E S V I N S E T R A N G E R S .

A R T I C L E I.

IL est & demeurera défendu à tous & chacun d'acheter, d'introduire dans le pays des vins étrangers, sous peine de la confiscation & de l'amende du prix du vin confisqué.

II.

LE Bourg de St. Pierre, qui a, à cet égard, des privilèges, de l'an 1746, est excepté de la présente défense; mais il ne pourra acquérir des vins étrangers que pour son usage.

C H A P I T R E LXX.

D E L'ÉCHANGE des ESPECES D'OR & D'ARGENT

PERSONNE ne débitera, n'échangera les pièces monnaies d'or & d'argent pour paiement, ou contre de la monnaie plus haut que sur le taux que nous leur aurons fixé, sous la peine de la confiscation.

CHAPITRE LXXI.

DE LA CHASSE.

ARTICLE I.

IL sera permis à chacun de chasser & prendre en toute saison toutes les bêtes dommageables , comē Ours, Loups, Loups-Cerviers & les oiseaux de proie. Mais celui, qui aura tué un ours, un loup, un loup-cervier, sera tenu de présenter la tête & la patte de devant à notre Représentant, & recevra d'i-celui trente baches pour un ours, quinze baches pour un loup & autant pour un loup - cervier.

II.

TOUTE autre chasse sera prohibée à chacun pendant toute l'année, sans la permission spéciale de notre Représentant, sous peine de vingt-cinq livres, sauf la chasse des petits oiseaux, comme Grives, Merle- & autres semblables.

III.

Nos Représentans ne pourront exiger que dix baches par billet de permission.

IV.

IL ne sera pas dans le pouvoir de nos Officiers Représentans, de permettre la haute chasse, comme celle des Cerfs, Chevreuils, Chamois, Coqs de bois, Faifans, Perdrix rouges & grises, Gelinottes, Arbaines Sangliers & Marmottes, depuis la St. Mathias, jus-

qu'à la St. Barthelemi , c'est-à-dire , depuis le 24 février jusqu'au 24 d'août.

CHAPITRE LXXII.

DE LA PÊCHE.

ARTICLE I.

IL fera de-même permis à chacun de Nos sujets de pêcher à la ligne par-tout hors les lieux particuliers anciennement réservés à Nos Gouverneurs.

II.

LA pêche avec le trident & le coq-levant est défendu sous peine de vingt-cinq livres.

III.

LE droit de pêche, est réservé ici à son *Illustissime Grandeur* & à ses Lieutenants, dans les endroits, où il lui appartient.

CHAPITRE LXXIII.

DES LODS.

QUICONQUE achetera ou échangera des biens devant Lods , fera tenu de déclarer le marché , achat & échange quelconque , au Seigneur du fief, ou à son Représentant & tenant cause, dans le terme de *trois mois*,

sous peine de la commise du bien acheté, & il satisfait quand il sera sommé au paiement, à défaut de quoi, le Seigneur direct pourra le convenir judiciairement pour en être jugé, & s'il n'y satisfait de suite, le bien fera échute ou sera commis au profit du Seigneur, en réservant les privilèges & droits de chaque endroit, & là surtout où les fiefs sont en avantérie.

*LES CAS, QUI DOIVENT LES LODS, SONT LES
SUIVANTS :*

S A V O I R :

1. Les ventes pures & simples doivent les lods entiers.
2. Les ventes faites sous le bénéfice de réachat, doivent également les lods entiers, toutefois avec cette expresse déclaration que si celui, qui s'est réservé le droit de réachat en vendant, répète. Avec le temps, son bien vendu, dans le terme de trente ans, il ne devra, en le reprenant, aucuns lods, s'il prouve que l'acheteur les a payés dans le temps qu'il a acheté & que la vente a eu lieu.
3. Les ventes sous réachat de deux ans, ne devront point de lods ; elles feront cependant accusés dans le terme ci-dessus statué.
4. Les donations testamentaires, où la dévestiture & l'investiture ne sont pas intervenues, ne payeront point de lods, c'est-à-dire, aussi long-temps que la pro-

priété de la chose donnée n'est pas transférée à une personne non-héritière.

5. Les donations testamentaires faites à des personnes, qui ne sont pas héritières du testateur ou de la testatrice, doivent les lods entiers.

6. Les donations entre vifs, qui seront suivies de la dévestiture & investiture du bien donné, payeront la moitié des lods, si elles sont faites, comme devant est dit, à des personnes non-héritières du donateur.

7. Les rémissions de corps & biens, faites à des personnes, qui ne sont pas les héritières présomptives de celui, qui remet, payeront les lods entiers.

8. Les biens que le *Révérendissime Evêque* peut alberger dans les lieux où les fiefs, biens nobles & autres ruraux appartiennent aux *Magnifiques Seigneurs Patriotes*, pour quelle cause qu'un tel albergement soit fait devront les lods entiers.

9. Les albergements faits par Messieurs les Gouverneurs des biens à eux dévolus & provenants des personnes exécutées, devront les lods entiers.

10. Lorsque dans une vente, le vendeur, outre le prix convenu, s'est encore réservé un honnoraire ou reconnaissance à raison de *Pot de vin*, si cet honnoraire surpasse la somme fixée par l'article neuf de la révision, & qu'il puisse être regardé comme faisant par-

tie du prix, pour lors il en fera payé les lods comme du prix principal, bien entendu que ce ne fera que de l'excédant de la *Loi*.

11. Tous les échanges ne payeront que demi-lods, savoir : chaque partie la moitié.

12. Dans les échanges, où il est question & où il est convenu d'une *Tourne* ou surplus pour prévaloir d'un bien sur l'autre, chaque partie contractante payera la moitié des lods, & celle, à qui il incombe de payer la tourne, satisfera & payera en sus les lods entiers pour le montant, ou la valeur de la tourne.

13. Les dots, qui se font à des personnes, qui ne sont pas héritières présomptives, payeront demi-lods.

14. Les accords & remissions faites pour cause d'usufruit, payeront demi-lods.

15. Les biens, qu'un Patriote a tiré d'un étranger par droit de retenue, ne payeront que mi-lods, si l'étranger a déjà payé les lods entiers lors de l'acquisition & qu'il les ait possédés au delà de l'an & jour.

16. L'achat ou l'acquisition d'un bâtiment en bois, payera les lods, si le fond où il existe, est compris dans l'achat; si au contraire il n'y a que le bâtiment de vendu, & que son acquéreur le transporte ailleurs, celui-ci ne devra pas les lods.

17. Un fils, qui a hérité de son père un bien que ce dernier aurait acheté, n'y ayant pas encore trente ans révolus, & qu'il serait connu qu'il n'en aurait pas payé les lods, le dit fils sera obligé de les payer au Seigneur du fief, sans que le susdit bien soit commis pour cela, parceque le père est censé avoir possédé de bonne foi.

18. Si dans un héritage & partage entre frères & sœurs, l'un deux vend à un autre sa portion pour de l'argent non compris dans l'héritage, l'acquéreur devra les lods; mais si le paiement se fait en biens-fonds ou en argent provenant de l'héritage, pour lors les lods n'auront pas lieu.

19. Un bien qu'un mari hypothèque à sa femme pour assurance & récompense de l'argent reçu & tiré des biens vendus de sa femme, ne sera pas assujéti aux lods pendant la vie du mari: mais si après sa mort, un tel bien hypothéqué reste à la femme, pour lors les héritiers du mari payeront les lods entiers, s'il n'y a pas d'enfants de ce mariage.

20. Si au contraire, le mari a reçu de sa femme, de l'argent comptant non-provenant des biens vendus, & qu'il lui ait assuré de ses propres biens en récompense, la femme sera obligée dans ce cas, après la mort de son mari de payer les lods, bien entendu s'il n'y a pas d'enfants, comme il est dit à l'article précédent.

21. Lorsque quelqu'un fait le retrait à un autre dans le terme de six semaines, il sera tenu de le déclarer,

& de payer les lods, dans le terme ci-dessus mentionné. Si aucontraire le retrait se fait après les six semaines, & que l'acheteur eût négligé d'accuser les lods dans le temps, pour lors le prix du bien acheté sera commis en faveur du Seigneur, & le bien restera à celui, qui en aura fait le retrait.

22. Comme l'expérience presque journalière fait voir que les biens qui passent en décret, ou à une distribution judiciaire, sont pour l'ordinaire taxés au-delà de leur juste valeur, & que par conséquent les créanciers sont souvent maltraités & réduits à perdre sur les collocations, qu'on leur assigne, l'on n'a pas trouvé à propos d'affujettir aux lods les biens colloqués en paiement aux créanciers. Il en sera de même des levations.

23. Lorsque des Neveux & Nièces sont institués héritiers de part leurs oncles & tantes, les lods n'auront pas lieu, non-plus que dans toutes les donations testamentaires.

24. Tout ce que le Mari donne à sa femme par contrat de mariage, n'est point sujet aux lods.

25. Il a été ordonné que lorsque le Seigneur Gouverneur & le fermier du Bouveret, ou leurs recouvreurs auraient fixé par publication le jour certain pour le paiement des lods & de la main-morte, les Censiers & devant-lods seront tenus de les payer de suite, & s'ils étaient rénitens, & qu'ils eussent négligé de satisfaire à leur devoir, le dit jour, ou qu'il fût survenu quel-

que fraude de leur part, en tel cas, la pièce affectée, ou sa valeur sera dévolué au profit du Seigneur du fief.

26. Il en fera de même d'une pièce affectée, dont les lods n'auraient pas été payés dans le temps de la préfecture d'un Seigneur Gouverneur ou d'un Châtelain du Bouveret. Sauf toute exception légitime dans l'un & l'autre des cas.

27. Toutes les donations de prévaleur, dont les parties feraient convenu dans les ventes au préjudice du Seigneur du fief ou de celui, qui voudrait en faire le retrait, sont déclarées nulles, ou du moins il sera loisible au Seigneur du fief d'en faire la taxe & d'en tirer, d'après-celle-ci, les lods accoutumés.

C H A P I T R E LXXIV.

D E S J E U X D E H A Z A R D .

Tous les jeux de hazard, comme le Pharaon, la Bassette, le Bouc, le Passe-dix, le Trente-&-quarante, le Vingt-un, le Brelan, les jeux aux Dez, & autres semblables, seront défendus, sous peine de douze livres d'amende, payables chaque fois par celui, qui sera convaincu d'avoir joué à l'un des susdits jeux. Et le Tripot soit la maison, qui donnera occasion à de pareils jeux, ou qui les permettra, payera une amen-

A ces trois derniers articles 25, 26, 27 des lods, ont été tirés des livres du Château de Monthay, des années 1607 & 1636.

de de vingt-cinq livres , dont une moitié au Juge, & l'autre au Pauvres de l'endroit , & cette dernière moitié fera livrée par le Juge au Curé qui en fera une juste répartition dans sa paroisse.

C H A P I T R E LXXV.

DES OBLIGATIONS & CEDULES FAITES POUR ET ENSUITE DU JEU.

TOUTE obligation & cédule faite & créé pour cause du jeu, ainsi que des cautionnements, ne seront pas valables, ni leur sommes exigibles, quand même elles seraient pour argent prêté au jeu par un des joueurs, dès que le complaignant en aura fait la preuve par le serment purgatoire qu'il déférera au créancier s'il n'en a d'autres preuves.

Les difficultés provenantes des jeux & gageures faites au jeu, ne seront point écoutées en justice.

C H A P I T R E LXXVI.

D E S C O U R E U R S D E N U I T.

LES coureurs & tapageurs pendant la nuit, seront châtiés de vingt-quatre heures de prison.

Si par leurs courses & tapages, ils causent du dommage, ils seront tenus de le bonifier, & seront de plus châtiés & repris comme des perturbateurs du repos public, & selon l'exigence du cas.

C H A P I T R E LXXVII.

D E L A M A L A D I E D U B É T A I L .

A R T I C L E I.

AUSSITOT qu'un particulier perdra une pièce de bétail, il sera tenu d'en faire la déclaration au Juge du lieu, sous peine de vingt-cinq livres d'amende, & le Juge fera faire de suite la visite par deux experts, pour qu'il puisse en faire un fidele rapport à Notre Représentant sous la susdite peine, & ce dernier en fera incontinent part à son Excellence le Grand-Baillif.

II.

Si par la visite faite, il est reconnu que la bête soit morte d'une maladie contagieuse, le propriétaire séparera aussitôt le reste de son bétail de même espèce, sans le faire pâturer & boire avec le bétail d'autrui, sous peine de douze livres d'amende.

III.

LES COMMUNES, qui ont des parcours soit pâturages communs, auront soin, (pour empêcher le mélange du bétail malade avec celui, qui est sain, & pour prévenir par là le progrès du mal) d'assigner au bétail sain, un district séparé.

CHAPITRE LXXVIII.

DES PROCES CRIMINELS.

ARTICLE I.

COMME la façon avec laquelle on doit procéder dans les causes criminelles, est assez bien détaillée dans la dernière révision, tous les Juges y auront recours & suivront ponctuellement son instruction, & pour les cas, qui ne se trouvent pas dans la dite révision, ils consulteront & suivront les auteurs que Nous avons adoptés.

II.

ET comme la Torture est supprimée aujourd'hui pour des raisons très-plausibles, en beaucoup de pays bien policés, l'on verrait très-volontiers que sa suppression pût aussi avoir lieu dans la Patrie, & que l'on trouvât un moyen moins rigoureux pour avoir la vérité des délinquants. En attendant cette réforme désirable, l'on exhorte très-sérieusement tous les Juges à ne vouloir se servir du moyen & de la voie de la Torture, que dans la dernière nécessité.

L'auteur criminaliste, que les Juges pourront consulter à cet égard, est *Carpzovius*.

CHAPITRE LXXIX.

FORMULE DES SERMENTS.

I.

Des Châtelains , Lieutenants , Gouverneurs , Métraux & autres Officiers , dont le devoir est de rendre justice.

LEUR serment consistera à promettre d'être fideles & loyaux sujets , à leur légitime souverain , de vouloir contribuer de leur mieux à l'avancement , maintien & soutien de notre sainte Religion Catholique & Romaine ; de maintenir les droits du Souverain , ainsi que son honneur & bien-être ; d'empêcher au contraire toutes pertes & dommages ; de porter respect à tous Nos Représentans , & de prêter toute obéissance possible à leurs ordres ; de rapporter fidèlement aux susdits Représentans les fautes , mépris , qui se commettront rièrè leurs juridictions ; d'administrer bonne , exacte & prompte justice à tous ceux , qui la requerront , indifféremment & sans égard ni acception de personne ; de maintenir particulièrement le droit des pauvres femmes veuves , orphelins & étrangers &c. Et de faire généralement tout ce qu'il convient de faire à un brave & fidele officier & sujet , envers Dieu & son souverain.

ILS veilleront aussi sur les discours scandaleux tant contre Notre sainte Religion , que contre le Souverain. Ils porteront une attention toute particulière sur les mauvais livres , & lorsqu'ils en découvriront , ils déclareront fidelement les personnes entre les mains desquelles ils se trouvent.

CHAPITRE LXXX.

II.

Des Officiers, qui excercent la charge de Sautier.

ILS jureront d'être fideles & loyaux fujets à LL. EE. leurs Souverains Seigneurs ; de vouloir leur procurer tout honneur & profit ; d'éviter & prévenir tout dommage ; d'observer la même loyauté envers leurs Seigneurs Gouverneurs, & d'obéir respectueusement à leurs ordres. Ils promettront de plus de vouloir obéir à leur Châtelain ou Lieutenant, de faire un fidele rapport au Seigneur Gouverneur ou au Procureur Général, de toutes les actions, qui méritent châtiment ; de garder un profond silence sur tout ce qui aura été dit, fait & traité en leur présence en justice ; d'avoir soin des prisonniers & autres mis aux arrêts.

A D D I T I O N

De quelques Ordonnances tirées des livres du Château.

ARTICLE I.

LES Vernes & bois des îles étant destinés & réservés expressement pour les Barrières, il est défendu à toute personne d'en prendre & d'en couper ; le Château seul pourra en prendre pour son usage.

II.

IL est défendu d'exporter ou de vendre hors de la Patrie, des bois de quelle espèce qu'ils soient, hors

les concessions Souveraines, sous peine de soixante livres & de confiscation.

III.

TOUTE exportation & vente des foin & fumiers hors du pays, sont défendues sous peine de vingt-cinq livres.

IV.

TOUTE monnoie étrangère est prohibée dans ce pays, elle sera confiscuée & l'amende sera portée selon la valeur du prix d'i-celle.

V.

IL est défendu à toutes les Généralités, de faire & d'établir des maxes sans le consentement &, approbation du Souverain.

VI.

LES citations à la vallée de Josaphat, sont défendues sous peine de soixante livres, & dix jours de prison au pain & à l'eau.

VII.

S'il y avait dans la Patrie des Francs-Maçons qui fussent reconnus tels, ils commettraient leur honneur & perdraient le droit de Patriote.

Pour conclusion : comme il est impossible, d'un coté, de pouvoir adapter à chaque délit la peine qui devrait lui être proportionnée selon la variété des circonstances plus ou moins mitigeantes ou aggravantes ; &

qu'il est très-possible de l'autre, que l'on ait , par une mégarde involontaire , omis d'insérer dans le présent Code des ordonnances, qui pourroient lui être relatives, Nous voulons & entendons que ces ordonnances , quoique ici non exprimées , restent & demeurent dans leur force & vigueur, à l'avenir comme du passé , auxquelles soit rapport pour tous les cas qu'elles contiennent ; & pour ceux, qu'elles ne contiennent pas , & ceux, qui se diversifient dans les circonstances , l'on aura recours aux Auteurs adoptés.



T A B L E.

Des Chapitres & Articles contenus en ce volume.

	C H A P I T R E I.		
<i>Exhortation à M.M. les Juges.</i>		Page	3.
	C H A P I T R E II.		
<i>De la méthode de Procéder.</i>		-	5.
	C H A P I T R E III.		
<i>Manière d'appeler.</i>			9.
	C H A P I T R E IV.		
<i>Des querelles & plaintes.</i>			10.
	C H A P I T R E V.		
<i>Défense de procéder hors du pays.</i>			13.
	C H A P I T R E VI.		
<i>Des Avocats & Procureurs.</i>			14.
	C H A P I T R E VII.		
<i>De la sûreté publique.</i>			15.
	C H A P I T R E VIII.		
<i>Des menaces.</i>			18.
	C H A P I T R E IX.		
<i>Du scopélisme & diffidation.</i>			22.
	C H A P I T R E X.		
<i>Des injures.</i>			ibid.
	C H A P I T R E XI.		
<i>Des injures en justice.</i>			24.
	C H A P I T R E XII.		
<i>Des libelles diffamatoires.</i>			28.
	C H A P I T R E XIII.		
<i>Du duel ou cartel.</i>			29.

CHAPITRE XIV.

De la surété publique relativement à l'homicide. 30.

CHAPITRE XV.

De la surété violée. 31.

CHAPITRE XVI.

De la peine, que doivent subir ceux, qui attaquent les Officiers, qui conduisent au supplice les sentenciés ou criminels ou bien ceux, qui sont détenus. 33.

CHAPITRE XVII.

Des biens des suppliciés. 34.

CHAPITRE XVIII.

Du crime de faux, des faux témoins. 35.

CHAPITRE XIX.

Des fausses stipulations des Notaires. 36.

CHAPITRE XX.

De ceux, qui n'étant pas notaires, contrefont & falsifient des actes. 37.

CHAPITRE XXI.

Des Officiers parjures. 38.

CHAPITRE XXII.

Des fausses mesures. ibid.

CHAPITRE XXIII.

Des faux monnoyeurs. 39.

CHAPITRE XXIV.

Des fausses bornes. ibid.

CHAPITRE XXV.

De ceux, qui nient en justice un juste dû. 40.

CHAPITRE XXVI.

Des fraudes, qui se commettent dans les rétrails ou tentes. 41.

CHAPITRE XXVII.

Des fraudes du péage. ibid.

C H A P I T R E XXVIII.

De ceux , qui font la contrebande des d'entrées & du sel. 42.

C H A P I T R E XXIX.

De la peine qu'encourent ceux, qui vendent la chose d'un autre , ou bien la leur propre à deux personnes. 43.

C H A P I T R E XXX.

Des marchands étrangers. 45.

C H A P I T R E XXXI.

De l'étain. 46.

C H A P I T R E XXXII.

Du cuivre. 47.

C H A P I T R E XXXIII.

De l'argenterie. ibid.

C H A P I T R E XXXIV.

De l'usure. 48.

C H A P I T R E XXXV.

Du vol. 49.

C H A P I T R E XXXVI.

Du récéleur. 51.

C H A P I T R E XXXVII.

Des choses trouvées. 53.

C H A P I T R E XXXVIII.

Du péculat. 54.

C H A P I T R E XXXIX.

Du plagiat. ibid.

C H A P I T R E XL.

De la restitution des dépôts. 55.

C H A P I T R E XLI.

Des faux bruits. ibid.

C H A P I T R E XLII.

De la sédition. ibid.

	C H A P I T R E XLIII.	
<i>Des incendiaires.</i>		56.
	C H A P I T R E XLIV.	
<i>Des libelles incendiaires.</i>		57.
	C H A P I T R E XLV.	
<i>Des livres scandaleux.</i>		ibid.
	C H A P I T R E XLVI.	
<i>Du blasphème.</i>		58.
	C H A P I T R E XLVII.	
<i>Du sortilège.</i>		ibid.
	C H A P I T R E XLVIII.	
<i>Du crime de lèse - majesté.</i>		59.
	C H A P I T R E XLIX.	
<i>De l'homicide.</i>		ibid.
	C H A P I T R E L.	
<i>Du suicide.</i>		61.
	C H A P I T R E LI.	
<i>Comment doit être faite la visite d'un homicide, d'un suicide, ou d'un autre corps mort trouvé.</i>		ibid.
	C H A P I T R E LII.	
<i>Du déterrement & spoliation des corps morts.</i>		64.
	C H A P I T R E LIII.	
<i>Des adultères pris sur le fait.</i>		ibid.
	C H A P I T R E LIV.	
<i>Du maquérillage.</i>		65.
	C H A P I T R E LV.	
<i>Du rapt & de la séduction des femmes & des filles.</i>		66.
	C H A P I T R E LVI.	
<i>De l'exposition des enfants.</i>		67.
	C H A P I T R E LVII.	
<i>De la poligamie ou bigamie.</i>		68.

	C H A P I T R E LVIII.	
<i>De la sodomie.</i>		69.
	C H A P I T R E LIX.	
<i>De l'apostasie.</i>		ibid.
	C H A P I T R E LX.	
<i>Des pupilles.</i>		70.
	C H A P I T R E LXI.	
<i>Des enfants prodigues & dissipateurs.</i>		73.
	C H A P I T R E LXII.	
<i>Des personnes fugitives du pays.</i>		74.
	C H A P I T R E LXIII.	
<i>De la peine de désobéissance.</i>		75.
	C H A P I T R E LXIV.	
<i>Du serment de bannissement violé.</i>		76.
	C H A P I T R E LXV.	
<i>Des reproches sur les fautes commises.</i>		ibid.
	C H A P I T R E LXVI.	
<i>Des médecins.</i>		ibid.
	C H A P I T R E LXVII.	
<i>Des engagements.</i>		77.
	C H A P I T R E LXVIII.	
<i>Défense de vendre des biens fonds. aux étrangers non natu- ralisés, ou domiciliés dans le pays.</i>		78.
	C H A P I T R E LXIX.	
<i>Des vins étrangers</i>		79.
	C H A P I T R E LXX.	
<i>De l'échange des espèces d'or & d'argent</i>		ibid.
	C H A P I T R E LXXI.	
<i>De la chasse,</i>		80.
	C H A P I T R E LXXII.	
<i>De la pêche.</i>		81.
	C H A P I T R E LXXIII.	
<i>Des lods.</i>		ibid
<i>Les cas, qui doivent les Lods.</i>		82

	CH A P I T R E LXXIV.	
<i>Des jeux de Hazard.</i>		87.
	CH A P I T R E LXXV.	
<i>Des Obligattons & cédules faites pour & ensuite du jeu.</i>		88.
	CH A P I T R E LXXVI.	
<i>Des coureurs de nuit.</i>		ibid.
	CH A P I T R E LXXVII.	
<i>De la maladie du bétail.</i>		89.
	CH A P I T R E LXXVIII.	
<i>Des procès criminels.</i>		90.
	CH A P I T R E LXXIX.	
<i>Formule des serments, des Châtelains, Lieutenants, Gouverneurs, Métraux & autres Officiers, dont le devoir est de rendre justice.</i>		91.
	CH A P I T R E LXXX.	
<i>Des Officiers, qui exercent la charge de Sautier.</i>		92.
	A D D I T I O N	
<i>De quelques Ordonnances tirées des livres du Château.</i>		ibid.

